

J. Saar.

Le 1^{-er} décembre 1924

**L'échec du coup d'état tenté par les
communistes à Tallinn (Estonie)
le 1^{-er} décembre 1924.**

(Traduit de l'esthonien par W. M.)

**Editions „Walwur“ à Tallinn
1925.**

J. Saar.

Le 1^{-er} décembre 1924

**L'échec du coup d'état tenté par les
communistes à Tallinn (Estonie)
le 1^{-er} décembre 1924.**

(Traduit de l'esthonien par W. M.)

**Editions „Walwur“ à Tallinn
1925.**

Imprimerie „Täht“ S. A. à Tallinn.

Introduction.

A l'aube du 1-er décembre 1924, les habitants de Tallinn furent éveillés en sursaut par le bruit d'une fusillade; des détonations isolées retentirent tout d'abord, suivies bientôt de feux de pelotons très nourris. Les rues paisibles de la ville furent en un clin d'oeil transformées en champs de bataille. Les passants, très rares à cette heure matinale, s'enfuirent de tous côtés; la panique se répandit dans la ville. Le bruit courait que la guerre avait recommencé, et que les troupes russes, arrivées dans des wagons de marchandises, attaquaient la ville. Ça et là on apercevait des cadavres; des individus, vêtus les uns en civils, les autres en militaires, circulaient, le fusil au poing, et arrêtaient tous les passants. Mais bientôt les troupes gouvernementales vinrent rétablir l'ordre, et chassèrent les émeutiers de toutes les positions qu'ils avaient pu occuper par surprise.

Alors seulement apparut le sens des événements. Il s'était produit une émeute à main armée, un „putsch“ organisé par des conspirateurs. L'instruction qui fut ouverte aussitôt révéla, l'un après l'autre, tous les détails du complot, et l'on put reconstituer le plan général de l'entreprise, qui avait été conçue et dirigée de l'autre côté de la frontière et dont le récit forme une page nouvelle de la longue histoire des luttes soutenues par l'Esthonie pour son Indépendance.

Le bolchévisme en Esthonie.

Les idées bolchéviques commencèrent à se répandre dans les milieux révolutionnaires esthoniens, après l'échec de la révolution de 1905, qui avait été menée, en Esthonie, par les partis nationaliste et social-démocrate modéré, et qui fut suivie d'une répression sévère. Mais les rares adeptes de la nouvelle doctrine n'avaient alors aucune influence politique réelle. Ce fut en 1917 seulement que le bolchévisme s'étendit aux masses. Les ouvriers des arsenaux maritimes de Tallinn, les soldats et les matelots russes offraient un champ très favorable à la propagande. Et, d'autre part, les bénéfices considérables que certains industriels et commerçants de la ville avaient réalisés pendant la guerre, excitaient les instincts d'envie et de pillage. L'ouvrier de fabrique et le simple soldat pensèrent que le jour était venu de faire fortune à leur tour tout comme l'entrepreneur ou l'officier.

L'histoire de cette époque présente le spectacle de tous les désordres déchaînés.

Les biens de l'état sont mis au pillage: on offre sur les marchés les produits volés dans les entrepôts de l'Intendance; il s'en faut de peu que les vaisseaux de guerre ne soient vendus par leurs équipages; dans les usines, le temps se passe en harangues révolutionnaires; on y discute de nouvelles échelles de salaires, on y étudie les principes de la révolution. Des travailleurs plus avisés fabriquent pendant ce temps de petits objets, des briquets, des ustensiles de ménage etc. qui viennent remplir les devantures des magasins. Celui qui ose dire qu'il faut continuer la guerre est traité de contre-révolutionnaire.

On ne s'inquiète plus de savoir ce qui est possible ou ce qui ne l'est pas; plus on débite de sottises et plus on trouve d'auditeurs.

Le bolchévisme s'ouvre un chemin, en s'efforçant de donner à ces tendances anarchiques le caractère de revendications politiques. Dès le début, il prend position contre le mouvement national esthonien; l'organisation centrale bolchévique refuse de se dire esthonienne et se nomme „organisation du nord de la Baltique“. A l'incitation des bolchéviques, les militaires russes dévastent le pays, massacrent les paysans, entrent en lutte ouverte contre les institutions et les troupes nationales esthoniennes. En Octobre 1917, ils s'emparent du pouvoir à main armée, et suspendent les élections à l'Assemblée Constituante esthonienne; ce vote en effet ne leur eût donné qu'une minorité, inférieure encore à celle qu'ils avaient obtenue lors des élections à l'Assemblée Constituante Russe. Ces bandes, échappées de l'ancienne armée russe, terrorisent le pays, mais à l'approche des troupes allemandes elles s'enfuient sans livrer bataille, avec, à leur tête, les chefs du parti communiste esthonien, qui emportent dans leur fuite le produit de leurs vols. Mais, en 1918, après l'évacuation du pays par les troupes allemandes, les bolchéviques tentent une nouvelle agression, contre l'Esthonie; ils mettent en ligne une armée, composée de russes, de lettons et de chinois; on y incorpore de force les esthoniens, demeurés en Russie, et on s'efforce de leur persuader qu'ils vont se battre contre les barons baltes, mais l'imposture est bientôt dévoilée, et, au printemps de 1919, les soldats esthoniens désertent en masse l'armée rouge pour s'engager dans l'armée nationale esthonienne; 14 esthoniens seulement demeurent dans les régiments rouges. Accrues par ces renforts, les troupes esthoniennes s'emparent de Pskov, libèrent la Lettonie et mettent en déroute la Landeswehr de von der Goltz.

Enfin le gouvernement des soviets renonce à une guerre infructueuse et engage les pourparlers de paix qui se terminent le 2 Février 1920 par le traité de Tartu. Il cesse la lutte sur le champ de bataille pour la reprendre dans l'ombre avec les armes de la propagande.

Les bolchéviques ont reconnu eux-mêmes qu'à l'automne de 1917, qui fut pour eux la période la plus florissante, sur 6000 membres du parti, on en trouvait à peine 45 „que l'on put tenir jusqu'à un certain point pour „éclairés“. (Rapport du II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste — Petrograd — 1920 — page 289). Ce chiffre est suffisamment éloquent surtout si l'on se rappelle qu'à l'arsenal de Tallinn se trouvait un nombre considérable de russes. Les esthoniens, dignes du titre de „communistes éclairés“, eussent pu se compter sur les doigts de la main. Et encore faut-il observer que si plusieurs d'entre eux sont entrés dans les rangs des bolchéviques, ce fut pour des motifs qui relèvent de la pathologie mentale. Le principal agitateur, W. Kingissep, membre de la Tcheka, était un „cynique pathologique“ (psychose caractérisée par les passions destructives); autrefois, à Petersbourg, il avait pris part aux chasses au chat de la „jeunesse dorée“. Le chef du gouvernement bolchévique „esthonien“. J. Anvelt, montra comme communiste le même fanatisme dont il avait fait preuve auparavant comme progressiste. Enfin H. Wallner, autre membre du gouvernement bolchévique, qui n'avait jamais pris part aux luttes politiques, se fit communiste par blessure d'amour propre, en 1917, lorsqu'il ne fut pas réélu président du Conseil National.

L'intelligence esthonienne éprouvait à l'égard du bolchévisme un éloignement instinctif, en raison de la haine du bolchévique pour toute culture, et aussi de son ignorance des aspirations historiques de la nation esthonienne, ignorance qui se montra notamment lors des discussions relatives à la réforme agraire, où les bolchéviques prirent parti pour les barons baltes, et contre le morcellement des propriétés.

Tout cet ensemble de faits et de circonstances donna au bolchévisme esthonien un caractère très différent du bolchévisme russe, celui d'un pouvoir étranger; le bolchévisme ne pourrait s'imposer en Esthonie, qu'après avoir brisé la vitalité du peuple esthonien, et noyé l'élite de la nation dans le sang.

Les bolchéviques esthoniens en Russie.

Le gouvernement des Soviets prit à sa charge les communistes expulsés d'Esthonie. En 1922, sur 250.000 esthoniens établis en Russie, on comptait exactement 1964 communistes, pour la plupart échappés de leur pays.

Aussi les communistes esthoniens sont-ils considérés comme d'importants personnages et comme tels entretenus aux frais de l'Etat. Ils parlent volontiers de „reconstructions communistes“ mais fort peu sont employés dans les administrations de l'Etat. Ce prolétariat qui ne travaille pas, et qui d'ailleurs en serait incapable, se groupe dans les villes principales de la Russie, autour des sections esthoniennes du parti communiste russe et du „Komintern“, qui leur garantissent les sinécures de „partisans actifs responsables“, leur fournissent des maisons communes (dont les plus importantes sont à Petersburg, Fontanka 27 et à Vassili Ostrow), des rations etc. Comme il est d'usage entre parasites, les „camarades“ sont en continuelle discussion au sujet de la nourriture; les heureux titulaires se cramponnent à leurs places d'„organiseurs“ ou d'„agitateurs responsables“ — et, pour un „prolétaire éclairé“ le plus terrible châtiment, c'est d'être obligé de trouver un emploi dans une fabrique. L'ancien député communiste Alliksoo, ayant gaspillé 100.000 Mk. appartenant au parti, se trouvait dans un très mauvais cas; on n'osa pas cependant l'envoyer travailler comme un simple mortel, et, sur d'instantes recommandations, on lui donna la charge de portier de la maison commune des bolchéviques esthoniens de l'île Basile (Vassili Ostrow).

L'administration soviétique est organisée de telle sorte que, dans chaque commissariat, les sections qui ont trait aux affaires esthoniennes sont dirigées par des communistes esthoniens. Il en est ainsi dans la police politique (G. P. U. — Käspert, ancien commissaire à l'Intérieur du gouvernement Anwelt), au commissariat national (division esthonienne), au commissariat de l'instruction publique (section esthonienne) à la Chambre de Commerce de l'ouest de la Russie (N. Poegelman, rédacteur du journal „La lutte

des classes“, organe de la section esthonienne du Komintern), au commissariat des Affaires Etrangères etc. Toute affaire concernant l'Esthonie passe par les mains des communistes esthoniens avant d'être soumise aux décisions du gouvernement des soviets. Beaucoup de communistes esthoniens sont répartis entre les différentes provinces, districts, sections locales de Russie, notamment dans le gouvernement de Petersbourg et en Sibérie; ils ont pour mission de surveiller la conduite politique des colons esthoniens et de recruter parmi eux de nouveaux membres actifs. Autrefois, comme le certifie le professeur Tschuprow, les colons esthoniens propageaient la culture parmi les russes qui les entouraient, grâce à leur remarquable aptitude au travail, et à leur niveau moral très élevé. Les bolchéviques les empêchent maintenant de nouer de nouvelles relations; et il leur est interdit de recevoir des journaux d'Esthonie.

Par contre, les „agitateurs mobiles“ circulent sans relâche parmi eux, et tout incapables qu'ils soient de mettre les mots d'accord, leur font de beaux discours sur l'avenir du communisme, où l'on entend par exemple que dans le moindre hameau passera une ligne de chemin de fer électrique. Cependant les journaux bolchéviques se plaignent que le colon esthonien, contre-révolutionnaire incorrigible, soit demeuré bien au-dessous du moujik, pour ce qui concerne la „conscience socialiste de soi-même“.

Les bolchéviques esthoniens les plus influents sont affectés aux services de la section esthonienne du Komintern, du commissariat de la guerre et de la G. P. U. qui entretiennent en Esthonie l'espionnage militaire et la propagande du parti par l'intermédiaire des organisations secrètes de Jamburg et de Pskov. Les agitateurs et autres agents révolutionnaires sont formés à Petersbourg, où depuis l'automne 1920, fonctionne une école de parti spéciale, pour l'Esthonie; elle est dirigée par J. Palvadre, chef de l'ancienne division rouge esthonienne; il existe aussi une „Université des travailleurs esthoniens“ sous la direction de Jesak, ancien commissaire politique de la même division. Enfin, l'école internationale militaire de l'île Basile comprend une compagnie d'élèves esthoniens d'où sortent les hommes préposés aux coups de main.

Pour leur entraînement on choisit comme objectif le consulat d'Esthonie à Petersbourg. A cette fin, un véritable rite d'attaque, répété dans de nombreuses séances de „travaux pratiques“ fut établi. Si quelque agent bolchévique venait à être arrêté en Esthonie, on convoquait, dans les journaux officiels de Petersbourg un meeting de protestation à la salle de l'Ecole militaire Internationale (Ile Basile I ligne 3) contre „le gouvernement des bourreaux et des chiens ensanglantés d'Esthonie“, où les chefs bolchéviques esthoniens et leurs protecteurs se mettaient d'accord pour détruire l'Esthonie, et, tout d'abord, pour saccager son consulat. Comme les élèves militaires esthoniens n'eussent pas été assez nombreux, on appela, en renfort, les camarades lettons, finlandais et autres; et, le 3 avril 1923, tout ce monde muni de revolvers, de barres de fer etc. se rendit en toute hâte devant le consulat, où, dans la rue, quelques orateurs excitèrent l'ardeur des assaillants. Puis, on brisa les vitres, on défonça les portes, tout en tirant des coups de revolver, et la troupe envahit le consulat cherchant le consul général, M.V. Tomberg, pour le mettre à mort. Pendant ce pogrom, le consul n'échappa à la mort que par un heureux hasard. Informé du plan des criminels, il en avait fait part le matin même aux autorités soviétiques; elles arrivèrent sur les lieux, une demi-heure environ après le début de l'attaque, munies de tout ce qu'il faut pour une instruction judiciaire, et accompagnées même de chiens policiers. Mais ce n'était qu'une comédie; le consul général déclara qu'il n'était pas nécessaire de procéder à une instruction, puisque les noms des agresseurs étaient connus; par la suite, on n'entendit jamais parler d'une sanction quelconque prise contre les coupables. On les retrouvera d'ailleurs à Tallinn, le 1-er Décembre 1924, parmi les auteurs du coup de main.

Les bolchéviques nient qu'il y ait une liaison quelconque entre les institutions du parti, et l'espionnage militaire; mais des preuves formelles en ont maintes fois établi l'existence. D'après les déclarations mêmes des chefs de l'armée rouge, les partis communistes à l'étranger ne sont que des forteresses russes au milieu du territoire ennemi. Après la

guerre pour la liberté, le bureau russe du parti communiste esthonien „Estbureau“ eut un rôle tout particulier comme centre d'espionnage; le travail fut ensuite réparti par spécialités, mais les questions de parti restèrent en liaison étroite avec les problèmes militaires.

Le bolchévisme et le mouvement syndical.

Jusqu'à la révolution de 1917, les associations professionnelles étaient interdites en Esthonie par les autorités russes. Le mouvement travailliste esthonien était par conséquent encore dans l'enfance, quand il devint victime de la démagogie bolchévique aux temps troublés de la guerre mondiale et de la révolution.

En réalité, l'œuvre des associations professionnelles n'intéresse pas les bolchéviques, qui ne réussirent jamais à améliorer les conditions d'existence des travailleurs. Le journal bolchévique, „la lutte des classes“ (1925, No. 50 p. 13) reconnaît expressément que le mouvement professionnel ne les intéresse pas en tant que tel, mais que leur seul objectif est la conquête du pouvoir. Les bolchéviques esthoniens ont adopté le principe de la politique du pire, et ils le mettent en application. Présenter au nom des ouvriers des réclamations inacceptables et sans rapport aucun avec l'état des choses, aggraver les difficultés industrielles et provoquer des crises de chômage, ruiner de fond en comble telle ou telle branche de l'industrie, en un mot détruire par tous les moyens l'économie nationale, tel est leur programme d'action dans les syndicats.

Et telles sont les idées générales qui inspirèrent leur tentative du 22 Janvier 1922 pour faire sauter les mines de schiste combustible de Kohtla qui sont la propriété de l'Etat. Le 15 mai 1923, les inculpés H. Trei, O. Madison, K. Remmelgas et E. Balstrom avouèrent que leur intention était de faire sauter la station électrique de Kohtla, l'élévateur pour monter les pierres, l'usine de réparations et les autres établissements, en exécution des ordres qu'ils avait reçus de Tallinn; Mais les onze cartouches de dynamite qu'on leur avait distribuées n'avaient pas suffi

à cet effet. Les dits individus voulaient, par cet attentat, s'attirer la reconnaissance des Soviets. Peu leur importait de priver les ouvriers esthoniens de leur travail et de détruire un bien de la nation.

Les bolchéviques ont besoin des associations professionnelles, non pour améliorer l'état de la classe ouvrière, mais, suivant leurs propres aveux, „pour détruire l'économie capitaliste“, et pour rendre plus aigus les conflits du travail. Ils en tirèrent encore un autre avantage, d'une utilité plus immédiate; le siège des syndicats servit de repaire aux organisations d'émeute. Durant toute la guerre pour la liberté, les bolchéviques régnèrent en maîtres, à la maison des associations professionnelles de Tallinn (S. Karja t. 18) que, pendant les hostilités, l'Etat avait réquisitionnée pour servir aux besoins des associations. Ils s'intéressaient peu aux questions purement économiques et ouvrières, et leur seul but était de confisquer à leur profit la direction du mouvement corporatif.

Pour conquérir le pouvoir au sein des associations, ils employèrent contre les travailleurs les mêmes moyens qui leur avaient servi contre les „contre-révolutionnaires“ et contre les „bourgeois“. Tous les moyens sont bons pour supprimer les éléments non-communistes: soupçons, injures, menaces etc. On menace les plus faibles de les inscrire sur la „liste noire“, où figurent les noms des personnes qui seront massacrées le jour du coup d'Etat. Quant à ceux que de pareilles menaces n'effraient pas, on fait tout pour leur rendre la vie impossible, soit à l'usine, soit au syndicat. Enfin le groupe bolchévique s'efforçait de dominer, par la terreur et par la véhémence du langage, les assemblées professionnelles; si les adhérents du syndicat n'étaient pas assez nombreux, on faisait appel aux membres d'autres associations pour renforcer les clameurs de la bande; et très souvent on obtenait ainsi le résultat désiré; une minorité bruyante expulsait de la salle les autres fractions du syndicat, et prenait seule toutes les décisions.

Les bolchéviques ont organisé leur pouvoir à l'intérieur des syndicats, de telle sorte qu'une part très minime des membres inscrits à l'association

puisse seule participer aux assemblées, et pour que cette part très minime puisse exercer sa dictature, un article des statuts prévoit que si le quorum n'est pas atteint à l'assemblée, une autre assemblée se réunira une demi-heure après, et que les décisions prises par elle seront valables quel que soit le nombre des votants. Pour en donner un exemple, l'association professionnelle des métallurgistes comptait environ 2000 membres; et lorsqu'une assemblée de cette association décida d'allouer 25.000 marks à la propagande électorale bolchévique, 91 individus seulement assistaient à la séance, où ils avaient été convoqués secrètement et par leurs amis.

Entre les mains des bolchéviques, les syndicats devinrent des centres de conspiration contre l'Etat. Pour obtenir la majorité dans les congrès professionnels qui se tiennent chaque année, le parti communiste employa le procédé suivant: il payait sur sa propre caisse les cotisations de tous les membres de l'association; et les voix, achetées ainsi en bloc, allaient aux candidats communistes. On faisait aussi voter les morts. Tous ces faits sont établis par maintes preuves. On put constater de même que la commission bolchévique d'organisation des congrès remettait des mandats à ses partisans sans exiger d'eux les pleins pouvoirs d'usage.

Lors du II^e Congrès national, en novembre 1921, ces falsifications furent connues; les membres non-bolchéviques, qui étaient au nombre de 73 sur 217, réclamèrent une place à la commission des mandats, à l'effet d'y exercer un contrôle. Pour étouffer les protestations de l'opposition, les bolchéviques, organisateurs du congrès, proposèrent à ses membres diverses places, notamment au bureau du congrès, mais ils écartèrent tous les candidats qu'elle avait proposés pour la commission des mandats. Alors l'opposition quitta le congrès en protestant contre la falsification des pouvoirs, et l'exclusion préméditée des ouvriers non-bolchéviques (Cf. Recueil mensuel des associations professionnelles, 1923 No 1).

La dictature bolchévique dans les syndicats finit par ruiner, matériellement et moralement, toute organisation professionnelle. Au point de vue matériel, les syndicats devinrent incapables de supporter les

frais ordinaires de leur action; et au point de vue moral, l'ouvrier de fabrique fut absolument isolé des autres classes de la nation. En 1917, toutes les sympathies du peuple étaient acquises à cette catégorie de travailleurs; elles s'en détournèrent, lorsque leur mouvement fut exploité par l'impérialisme russe.

La Propagande.

Toute la propagande bolchévique peut se résumer en deux mots: dénigrer l'Esthonie, exalter la Russie des Soviets.

La responsabilité du moindre accident, du crime le plus banal est attribuée, par les feuilles bolchéviques, à la „corruption du pouvoir“.

Mais surtout, elles n'ont pas assez d'ironie pour la „grande industrie esthonienne“.

Avec la forteresse navale de Tallinn, échurent à l'Esthonie plusieurs usines de guerre très importantes; la plupart d'entre elles avaient été fondées grâce aux capitaux des Alliés, pour faciliter le triomphe de la Russie dans la guerre mondiale. La guerre finie, ces entreprises perdaient leur objet, et tout gouvernement, quel qu'il fût, aurait dû, sans doute, procéder à leur liquidation; car il est incontestable que la Russie elle-même n'est pas en mesure à présent d'exécuter des programmes d'armements semblables à ceux d'avant-guerre; et si même elle le pouvait, la dure expérience de la guerre lui a montré qu'il est bon de situer les usines de guerre loin des frontières au centre du pays.

En 1917/18, ces usines donnaient lieu à de violentes discussions parmi les bolchéviques eux-mêmes; les camarades russes voulaient les évacuer, et les esthoniens s'y opposaient; mais leur opposition était pure démagogie; et elle ne s'inspirait d'aucune vue politique sérieuse.

Le gouvernement Esthonien entreprit de ralentir peu à peu l'activité de l'industrie en question; et ce faisant, il se préoccupa du sort des ouvriers beaucoup mieux que ne font les bolchéviques en Russie dans des cas analogues. Néanmoins, le licenciement partiel des ouvriers des villes fournit aux Soviets le thème d'une violente propagande contre l'Esthonie,

qu'ils disaient en banqueroute, alors que la Russie soviétique était seule en mesure de rendre à l'industrie de Tallinn son ancienne activité.

L'apologie que les bolchéviques font sans relâche de la Russie des Soviets a le même caractère d'exagération ridicule que leur réquisitoire contre l'Esthonie. Le travail des centres russes de propagande tend aujourd'hui à un double but: bolchéviser les travailleurs de l'Europe d'une part, et d'autre part séduire les capitalistes, désireux d'obtenir des concessions. Les mêmes arguments sont bons pour les uns et pour les autres. Le même fait est présenté tantôt comme une victoire du communisme, tantôt comme un progrès de la „NEP“; or, la „nouvelle politique économique“ est de caractère absolument capitaliste.

Les bolchéviques savent très bien à quoi s'en tenir sur les véritables raisons qui ont porté l'Esthonie à réduire son industrie, et sur les difficultés économiques réelles que traverse le pays; aussi la propagande que l'on vient de résumer a-t-elle le caractère d'une hypocrisie manifeste. L'ouvrier de Tallinn, que le chômage a jeté dans les bras des bolchéviques, n'a pourtant pas la naïveté de croire aux louanges qui lui sont faites du pays des Soviets. S'il vient à émigrer pour chercher ailleurs du travail, c'est à destination des Etats-Unis, du Canada, du Brésil ou de l'Australie, mais non de la république soviétique, où, paraît-il, les ouvriers sont si parfaitement heureux. Les 50.000 esthoniens, de toute classe sociale, établis en Russie et qui optèrent pour leur patrie d'origine à la suite du Traité de Paix, ont fait connaître au peuple esthonien l'échec complet du communisme — et nulle propagande n'est capable de détruire l'impression produite par leurs récits.

Pour donner plus de poids à leur propagande auprès du peuple, les bolchéviques cherchèrent à entraîner avec eux des hommes actifs, d'autant plus qu'ils considéraient leurs principaux „leaders“ comme assez peu doués. Comme ils le reconnaissaient eux-mêmes, le rôle de leurs représentants, au sein des assemblées municipales et parlementaires, n'était pas de collaborer de façon positive au travail de ces institutions, mais bien d'y faire obstruction par tous les

moyens. Cette méthode d'ailleurs ne les conduisit à rien. Les députés communistes refusaient souvent de prononcer les discours que les organisations conspiratives leur avaient préparés, et à maintes reprises le comité central les menaça de prendre contre eux des sanctions. Leur ignorance d'une part, et d'autre part une suffisance telle qu'ils se considéraient comme les seuls administrateurs délégués par la nation esthonienne, leur permettaient de se conduire au Parlement comme dans un cabaret; et cela donnait lieu à des scènes très comiques — (tant et si bien que l'action du communisme esthonien fut justement comparée à la représentation d'une mauvaise opérette sur un petit théâtre de province, où les acteurs ne savent pas un mot de leur rôle et répètent avec emphase les paroles du souffleur que l'on entend à travers toute la salle; en l'occurrence, ce souffleur que l'on voulait dissimuler au public était le comité secret qui dictait les discours des députés) — Telle est la figure de ce parti qui promettait de renouveler la vie de l'Esthonie et du monde entier.

Il était bien difficile de se contenter d'individus aussi ignorants; c'est pourquoi les chefs de la conspiration cherchèrent à infuser un peu de sang nouveau à leur parti. Le parti des socialistes indépendants leur offrit une occasion admirable et leur permit, non seulement de recruter des partisans actifs, mais encore de posséder une organisation politique légale.

Le caractère de ce parti avait toujours été des plus équivoques. Lorsque, au temps de la guerre pour la liberté, le parti communiste fut déclaré illégal, les socialistes indépendants avaient déjà tendance à devenir ses remplaçants légaux. En 1921, le comité central de ce parti donna son adhésion à plusieurs principes du Komintern et sollicita des communistes le prêt d'un peu d'argent.

En 1922, le Komintern ordonna aux communistes de tous les pays de former un front commun avec les partis socialistes, à l'effet d'enlever des membres à ces derniers. Aussitôt, les communistes esthoniens établirent un programme en 12 points qui fut mis aux voix au conseil central des organisations pro-

fessionnelles de Tallinn. Personne n'y prêta sérieusement attention. Seuls, les socialistes indépendants protestèrent contre le 5^{ème} point de ce programme, qui s'opposait au morcellement des propriétés foncières et prenait ainsi les intérêts des barons baltes. Mais les bolchéviques firent si bien que la majeure partie des socialistes indépendants finit par se rallier à leur avis.

Depuis longtemps déjà, le parti socialiste indépendant était en pourparlers avec le Komintern; il réclamait une certaine autonomie pour ne point mettre en péril son existence légale, et refusait de reconnaître les 21 conditions du Komintern, qui comportaient la soumission complète aux ordres de Moscou.

Lors de ces pourparlers, les bolchéviques avaient exigé le droit de faire entrer leurs hommes dans le parti. Etant données les sympathies qu'ils y possédaient déjà, ils ne tardèrent pas à y avoir la majorité. Et au congrès de 1922, cette majorité nomma un nouveau président, mit à la porte les anciens chefs suspects de modération, et transforma le parti en une organisation légale communiste qui prit le nom de „Parti du peuple travailleur esthonien“ comme il arriva aussi en Finlande.

Il n'est pas besoin de dire que l'argent, dont les bolcheviques ne sont point ménagers, joua un grand rôle dans toute cette aventure. Les chiffres suivants peuvent en donner une idée.

En 1920, un certain Polischevski acheta, à Tallinn, rue Kalikov, pour la somme de 100.000 Emks, une maison destinée à l'imprimerie clandestine des bolchéviques. Cet immeuble n'ayant pas été jugé convenable, il le revendit à un prix inférieur, et il acquit dans le village de Kadaka une ferme qui fut payée 350.000 Mks; on y établit un repaire de conspirateurs, une imprimerie clandestine, un dépôt de papier et une station téléphonique.

En mai 1921, on découvrit à la ferme Uku à Saue une autre imprimerie clandestine, pourvue de tout le matériel nécessaire; ladite ferme avait été achetée un an et demi auparavant pour 300.000 marks. A la même époque, on avait organisé à Tallinn, rue de Tondi No. 4, dans la maison d'un certain Sommer,

un dépôt de papier en rouleaux, d'un poids supérieur à 300 pouds et d'une valeur égale à 1.500.000 Mks.

Au dire de la section esthonienne du Komintern, Victor Kingissepp, chef du comité central, dépensait de 300 à 400.000 marks par mois pour les besoins courants du parti. La plupart de ses collaborateurs ne travaillaient que par intérêt, et réclamaient une rémunération pour le moindre service. Une femme, Wilhelmine Klement, connue sous le nom de Jassi, recevait par son intermédiaire de 150 à 200.000 Mks par mois, pour l'union des femmes prolétaires. Lors d'une perquisition effectuée en avril 1921, chez P. Raudsepp, secrétaire du groupe parlementaire communiste, on découvrit toute une comptabilité, qui démontrait, entre autres choses, que 15 agitateurs avaient reçu 75.000 marks pour un seul voyage à travers six districts du pays.

Les relations que les communistes esthoniens entretenaient avec les Soviets furent découvertes à maintes reprises. En mai 1921, lors du procès des 115 communistes, il fut établi que les inculpés étaient en rapport avec M. Hubermann, membre de la Légation russe de Tallinn, que l'on désignait par le nom d'„Alaver“.

Au début de 1924 une perquisition au siège du Conseil central des associations professionnelles de Tallinn fit trouver entre autres documents, une lettre du président du dit conseil J. Tomp et du secrétaire P. Keerdo, adressée aux communistes étrangers; on les pria de faire parvenir leur réponse par le représentant du Komintern à la Légation Russe de Tallinn „Durch den Abgeordneten des Komintern bei der Representation Sovjet-Russlands in Reval“.

On trouva également des lettres de recommandation émanant du secrétaire du Conseil, et concernant diverses personnes, désireuses d'entrer au service soit de la Légation soviétique soit de la „Dobroflot“ (société de navigation soviétique). Ces recommandations avaient un caractère politique et non professionnel; elles étaient ainsi libellées: „nous vous recommandons X..... comme camarade éclairé et fidèle“.

D'après l'article 7, § 5, du Traité de Paix de Tartu, la Russie avait promis „de ne point permettre que

se formât sur son territoire quelque groupe ou association que ce soit qui prétendrait gouverner en tout ou en partie, le territoire de l'autre partie contractante; de même de ne pas autoriser le séjour de représentants de ces organisations et partis ou de personnages politiques qui auraient pour intention de renverser le gouvernement de l'autre partie contractante“.

L'Esthonie fut obligée à maintes reprises de protester contre la violation de l'article susdit. Et dans la plupart des cas, non seulement le gouvernement soviétique avait autorisé la formation de groupements hostiles, mais encore, il leur était venu en aide directement, et leur avait donné ouvertement son appui diplomatique.

En effet, les communistes esthoniens reçurent l'assurance formelle qu'ils n'avaient absolument rien à craindre, et que la Russie les prenait sous sa protection officielle. Celle-ci ne leur fit pas défaut. Toutes les fois qu'un communiste était arrêté en Esthonie, les soviets prenaient des esthoniens comme otages; et la Tcheka forgeait contre eux une inculpation pour espionnage ou spéculation et ensuite, échangeait les inculpés contre les communistes esthoniens qui retournaient bientôt en Esthonie par des voies secrètes et illégales.

Toute mesure prise contre le communisme par le Gouvernement esthonien déclenchait en Russie automatiquement une campagne de propagande hostile à l'Esthonie. Lorsque V. Kingisepp, un des principaux auteurs de la guerre de 1918—1919, coupable d'avoir préparé, en mai 1921, une nouvelle émeute à main armée, fut fusillé, la Légation Russe de Tallinn amena son drapeau en signe de deuil. A cette époque, suivant les comptes-rendus officiels russes, on fusillait à Petersbourg 6 ou 7 personnes chaque jour. Cela n'empêcha point de crier à la terreur esthonienne. Le Journal Rouge du 15 mai 1922 parlait des „bourreaux de la garde-blanche esthonienne qui se prétendent le gouvernement de la république démocratique esthonienne“. „L'Edasi“, organe de la section esthonienne du parti communiste russe, écrivait le 16 mai: „Nous répondrons aux actes des bouchers esthoniens par une nouvelle agression; nous massacrerons 10

bourgeois pour chaque ouvrier tué. Les bouchers esthoniens doivent se souvenir que nous avons un grand nombre des leurs en otages“. La même feuille a publié les proclamations des élèves de l'École militaire Internationale: „un poignard dans la gorge des bourreaux! Organisez des groupes de combat pour détruire les gendarmes esthoniens! il faut que notre armée les envahisse!“

A chaque instant, des meetings étaient organisés devant les légations esthoniennes de Petersbourg et de Jambourg. D'autres assemblées, qui n'étaient pas publiques, furent réunies; la plus importante se tint au Grand Théâtre de Moscou. Zinovieff, président du Komintern, y déclara que le temps n'était pas éloigné où l'Esthonie serait soviétisée. „Vive l'Esthonie soviétique!“ Une autre assemblée adopta la résolution suivante que publièrent la „Pravda“ et l'„Edasi“: „Nous réclamons l'exécution des otages; pour une âme de chef travailleur esthonien, cent âmes ignobles de bourgeois doivent périr“.

Enfin, le 17 mai, le comité central exécutif de toute la Russie décida de donner à plusieurs localités voisines de l'Esthonie le nom de divers communistes esthoniens: Jamburg devint Kingissepp, une autre ville Kreuks; Gdov, au bord du lac Peipous, fut baptisée Tomp. Et l'on pouvait espérer que, de la sorte, tout le gouvernement de Petersbourg deviendrait petit à petit esthonien, à moins que ce mouvement ne fut contrarié par un autre, suivant lequel Gatschino deviendrait Trotskoje et Oranienbaum serait changé en Apfelbaum.

La terreur.

La propagande des bolchéviques n'est pas autre chose que l'organisation du mensonge; d'autre part, leur activité a pour principale méthode la terreur systématique; autrement il serait impossible d'imposer aux masses les volontés d'une poignée d'hommes.

La terreur n'est pas un excès de violence, inévitable en période de guerre civile, comme on le dit parfois pour excuser les bolchéviques; c'est une méthode de combat et de gouvernement, étudiée à

loisir et avec sang-froid, appliquée avec vigueur en vue d'un but bien défini. Loin d'être apparue seulement à l'époque où les bolchéviques, ayant pris le pouvoir, organisaient le massacre de leurs adversaires, elle a formé la base de toute leur activité, depuis l'instant où ils n'étaient encore que de simples conspirateurs.

En 1917/18, époque de désordre, mais non encore de guerre civile, W. Kingisepp déclara au Conseil National Esthonien que la première condition à réaliser pour collaborer avec les bolchéviques était d'instaurer le régime des soviets et la terreur politique. Anwelt ajouta que les bolchéviques se maintiendraient au pouvoir par tous les moyens, que ceux-ci soient approuvés ou non par le peuple.

Vu le défaut de sécurité de leur situation, les bolchéviques durent alors se borner à de simples essais de leur méthode. Mais à l'automne de 1918, lorsque fut déclenchée leur agression contre l'Esthonie, ils purent l'employer sans restriction. Par un manifeste du 5 décembre 1918, le gouvernement des Soviets mit hors la loi tous les partisans du gouvernement esthonien (c'est à dire toute la nation esthonienne) et ordonna de les fusiller sur place, comme des mahométans l'eussent fait au moyen-âge au cours d'une guerre sainte.

En arrivant à Narva, le Ministre de l'intérieur d'Anwelt, J. Kaspert, organisa sans tarder les commissions terroristes, dont le premier soin fut d'ordonner partout des massacres sanglants, à l'effet d'effrayer les populations et de les contraindre à respecter les décrets du nouveau gouvernement.

Tout élément „suspect“ ayant fui devant l'armée rouge, on arrêta par centaines des habitants paisibles qui s'étaient toujours tenus à l'écart de la politique; on mit à mort des enfants de 10 ans et des vieillards, des médecins et des soeurs de charité coupables d'exercer leurs fonctions, des femmes, des riches et des pauvres, voire des mendiants. Ce furent des scènes de cruauté indescriptibles. A Rakvere, on fit creuser aux condamnés leurs propres tombes; à Narva, on les fusilla aux bords des fosses d'aisance; on fit périr les victimes à coups de baïonnettes, à coups de crosses, à coups de haches

(Ainsi fut tué à Tartu l'évêque orthodoxe Platon). Les êtres immondes qui se livraient à ces atrocités, étaient des fonctionnaires du gouvernement bolchévique esthonien; ils agissaient, non d'après leur propre inspiration et pour satisfaire un besoin personnel de verser le sang, mais en exécution des ordres que leur donnait le gouvernement; la presse rouge les excitait sans relâche à ces tueries. Par la suite, la propagande bolchévique ne put pas se passer davantage de son auxiliaire indispensable, la terreur. Non seulement, les journaux soviétiques débordent de menaces sanglantes contre leurs adversaires, mais encore on emploie chaque jour des procédés terroristes contre les travailleurs qui n'appartiennent pas au parti, pour prévenir toute tentative de révolte ou d'insoumission; les partis socialistes sont l'objet d'une lutte sans pitié et sans trêve; la vie de leurs membres dans les usines est rendue impossible, et leurs réunions sont dispersées par la violence à l'aide des „Jeunesses communistes“ qui se livrent à des voies de fait sur la personne des travailleurs.

Comme il est plus aisé de réussir auprès de la jeunesse, encore ignorante et inexpérimentée, elle fut l'objet de choix de la propagande. A cet effet, A. A. Sommerling créa, à l'automne de 1920, une association de jeunesses communistes en Esthonie; toute une série de sociétés sportives (Spartacus, Hercule, etc) furent fondées ensuite, où l'on exerça des groupes offensifs à la guerre civile; on leur fit exécuter notamment des manoeuvres de tir, où l'on employait pour cibles des portraits d'hommes politiques, et, notamment, ceux des chefs socialistes.

Ainsi préparait-on les jeunes gens à leur rôle futur de bourreaux.

Toute cette propagande parmi les jeunes peut se résumer dans le mot de haine „Haine intransigeante contre l'ennemi de classe, tel est le principe fondamental de la morale du prolétaire“ Voilà ce qu'on pouvait lire dans l'organe des Jeunesses communistes, le „Jeune ouvrier“ (1922, No. 1, page 13). Le No. 119, ajoutait avec une simplicité barbare: „A qui le travailleur doit-il vouer son amour dans une

société capitaliste? Il ne peut avoir que des regards de haine pour celui qui n'appartient pas à la classe ouvrière!

Les menaces qui ne sont pas mises à exécution perdent de leur force. Aussi les bolchéviques, pour maintenir l'ardeur des groupes de combat, avaient besoin de leur prouver que la terreur exercée par eux était bien réelle. Le 26 août 1924, dans le district de Pärnu, ils assassinèrent, en présence de sa femme, M. Nanilson, député socialiste indépendant. M. Nanilson était un simple paysan qui, ajoutant foi aux dires des feuilles bolchéviques, avait considéré que le „front uni des travailleurs“ n'était pas le monopole d'un seul parti. Elu député comme membre du front-uni, il s'était inscrit au parti des socialistes indépendants: c'est pour ce motif que le tuèrent les communistes; ses assassins déclarèrent ensuite que ce n'était pas le premier traître que l'on exécutait, et ils décidèrent la mort des députés Peterson et Saavo, membres du parti socialiste. Mais l'intervention de la police empêcha ces nouveaux crimes.

Les ouvriers dissidents étaient menacés d'être inscrits sur les listes noires où figuraient les noms des personnes qui devaient être massacrées dès le début de la révolution. Plusieurs de ces listes furent découvertes par les perquisitions de la police. Sur les 18.000 habitants de Pärnu, 1.800 personnes étaient désignées pour le massacre. Suivant le Dr. J. Wilms les bolchéviques s'étaient proposé d'exterminer 60.000 personnes en Esthonie; la nation ainsi privée de son élite, le pouvoir eût été exercé par une bande qui, à l'époque de son plus grand succès, comptait à peine „45 membres du parti, plus ou moins éclairés“.

Le coup de main du 1^{er} décembre.

La préparation.

Les troubles de 1923 en Allemagne donnèrent un regain d'activité aux bolchéviques esthoniens. Ils annonçaient chaque jour qu'un coup d'état communiste s'était produit en Allemagne. Mais, plus tard, en septembre, lorsque l'Allemagne abandonna la résistance dans la Ruhr, les choses changèrent brusquement de face; et, dans le pays où devait avoir lieu la révolution rouge, on prédit qu'allait se former une landeswehr monarchiste qui envahirait les pays baltes.

À cette époque, le gouvernement de Moscou lui-même fit montre d'amabilité excessive envers les états baltiques. K. Radek, membre du Komintern, et spécialiste de la révolution en Allemagne, engagea les bolchéviques, dans un article de la Pravda „à reconnaître définitivement les états limitrophes; car, sans leur consentement, il serait impossible de susciter une révolution en Allemagne“. Vigder Kopp, représentant du Commissariat pour les affaires étrangères, se rendit dans les pays baltes pour obtenir l'engagement qu'ils resteraient neutres au cas où l'un d'eux serait attaqué, et qu'ils permettraient, en tout état de cause, le libre transit russo-allemand, quel que soit le Gouvernement de l'Allemagne.

Pendant ce temps, les communistes esthoniens se livraient à une propagande effrénée, et s'efforçaient d'alarmer la population. Ils répandaient le bruit que la landeswehr était en train de s'assembler aux frontières du sud; elle n'épargnerait même pas les industriels esthoniens; ceux-ci n'avaient donc rien de mieux à faire que d'entrer dans le front uni contre l'ennemi séculaire. Ou bien on parlait de l'attaque prochaine des troupes russes contre l'Allemagne; à Moscou, disait-on, les jeunes communistes apprennent déjà l'allemand. Une autre fois, et ce fut l'objet d'une interpellation au Parlement, il s'agissait d'un projet d'agression contre la Russie conçu par l'Esthonie à l'instigation de la France.

Tous ces propos avaient pour but un soulèvement du peuple; on fondait surtout beaucoup d'es-

poir sur l'épouvantail de la landeswehr, que l'on utilisa méthodiquement, dans des articles de journaux tout d'abord, puis dans des interpellations au Parlement. Le 14 octobre 1923, de grandes manifestations devaient avoir lieu dans tout le pays, mais elles furent interdites. Sur ces entrefaites, les communistes allemands tentèrent un coup qui échoua; et l'on n'entendit plus parler de la landeswehr.

Mais déjà les préparatifs d'une action décisive avaient commencé. Les arrestations, opérées en janvier 1924, montrèrent l'étendue du péril; le parti „travailliste“ ou bolchévique fut dissous. De tous les états voisins de la Russie, c'est l'Esthonie qui le plus longtemps avait toléré sur son territoire la formation de groupes communistes dont le seul but était la guerre civile.

Au procès des 149, l'existence de nombreux dépôts d'armes et de munitions fut établie; les plans relatifs à l'émeute projetée furent découverts. La correspondance saisie fixait le déclenchement de la guerre civile au cours de l'hiver 1923—1924.

Les arrestations de janvier détruisirent ce plan; mais les bolchéviques recommencèrent bientôt leurs menées; cette fois, leurs espoirs se fondaient non plus sur la révolution allemande, mais sur une crise financière esthonienne.

Il s'agissait de persuader aux ouvriers sans travail que l'union avec la Russie était indispensable pour résoudre les difficultés économiques; les bolchéviques savaient bien cependant qu'il y avait en Russie des millions de chômeurs. Dans les réunions de propagande, le chœur peu nombreux, mais insolent des fidèles, suivant les ordres reçus, s'efforçait d'échauffer les esprits. Ils sifflaient, criaient, chantaient l'Internationale, et poussaient par tous les moyens à la guerre civile, désireux de provoquer un conflit avec le Gouvernement, qui eût amené des troubles sanglants dans la rue.

Vers le milieu de 1924, les feuilles bolchéviques commencèrent à parler ouvertement d'une émeute à main armée. Une proclamation de J. Anvelt parut dans „le Communiste“ du 5 Juillet: „Soyez prêts, disait-il, les combats décisifs approchent“. En même temps, il s'efforçait de faire croire aux masses qu'un

coup d'état fasciste se préparait. Ainsi le voleur pourchassé crie „au voleur“ pour égarer les poursuivants. On s'adressait aux soldats pour leur dire que si jamais l'ordre leur était donné de marcher contre les groupes communistes, ce serait en vue d'un coup d'état fasciste; leur devoir serait alors de massacrer les porteurs d'un tel ordre et de commencer eux-mêmes la lutte „C'est alors qu'il faudra immédiatement passer à l'offensive, exterminer les adversaires, libérer les prisonniers, s'emparer des dépôts d'armes. Les ouvriers proclameront la grève générale, et ce ne sera plus une grève ordinaire, mais un acte décisif de la guerre des classes. Nul ne pourra s'en abstenir sans être tenu pour transfuge ou pour traître, et, comme tel, mis à mort“.

Bien entendu, il n'y avait rien en Esthonie qui ressemblât à un fascisme quelconque. Il était d'autant plus nécessaire d'en répandre le bruit. Les journaux bolchéviques affirmèrent qu'une organisation secrète fasciste existait à Tallinn et préparait un coup d'état de droite, et qu'il suffirait pour cela de 20 à 30 personnes.

Effectivement, en juillet 1924, on dû arrêter une bande de repris de justice qui avait établi en détail un plan de coup d'état prétendument fasciste, où fourmillaient les invraisemblances. A la tête de cette bande se trouvait E. Reinkubjas, ingénieur mécanicien, escroc notoire, déjà condamné autrefois à la prison pour vol. L'époque du coup d'état était fixé entre juillet et août, au moment où les bolchéviques devaient faire leur „protestation contre la guerre“.

On ne tarda pas à prouver que ce complot avait été monté de toutes pièces par les communistes. Il y en avait plusieurs d'entre eux qui figuraient parmi les chefs fascistes; et d'autre part, les journaux communistes étaient les mieux renseignés sur l'affaire. Le doute n'était pas possible. Tout devint plus clair encore, lorsque l'on vit les bolchéviques tâcher de profiter de l'occasion, et organiser pour le 3 août une manifestation dans les rues de Tallinn, laquelle échoua d'ailleurs complètement. Et, à ce sujet, on ne fut pas peu surpris d'apprendre que les bolchéviques avaient fondé sur elle les plus grands espoirs. „On se rendit, écrivit le „Communiste“, à la mani-

festation du 3 août avec la confiance qu'elle se transformerait en une émeute à main armée et qu'elle finirait par la victoire des bolchéviques“.

La propagande redoublait d'intensité, surtout auprès des militaires. On arrêta, au mois de septembre, à Tartu, un certain Heideman, et son état-major, qui formaient des groupes de combat de 3 à 10 personnes, dans le sud de l'Esthonie. C'était la première fois que l'on découvrait des groupes de ce genre. Ils devaient inaugurer leur action par des attentats terroristes contre les socialistes qui avaient déserté les rangs du communisme; et cette action devait s'étendre plus loin encore, comme le prouve une proclamation des partis communistes esthonien, letton et lithuanien, publiée par le Communiste du 25 septembre, et faisant appel à l'émeute et à la réunion avec la Russie.

Le moment décisif semblait enfin être devenu très proche. Dans le Communiste du 19 octobre, à la question „Pouvons-nous réussir?“ Änvelt répondait: „les conditions nécessaires au succès sont déjà réalisées; nous sommes supérieurs à l'adversaire sur tous les points décisifs; l'armée a cessé d'être une force au service de la bourgeoisie; et nos moyens de combat se sont accrus sans arrêt“.

Mais arrivé là, Änvelt s'efforçait de tromper l'ennemi, en assurant qu'il ne préparait point un coup de force, mais un soulèvement spontané et unanime de la population.

„Nos ennemis, disaient-ils, prétendent que notre organisation, comme celle de Reinkubjas, veut s'emparer du pouvoir grâce au concours d'un petit nombre de personnes, et s'imposer ensuite par la force dans le pays. Le gouvernement des ouvriers et des paysans ne peut être créé que par l'action des masses. La révolution socialiste ne peut pas être le fruit d'un simple coup d'état, le résultat d'une conspiration qui éclaterait d'une manière inattendue et soudaine. Celui-là se trompe qui pense se réveiller un beau matin dans la république des ouvriers et des paysans“.

Paroles inconsciemment prophétiques et qui devaient un jour se retourner contre Änvelt lui-même. Ces lignes qu'il écrivait pour jeter de la poudre aux

yeux, alors qu'en réalité, il préparait dans l'ombre un coup de force, expriment clairement pour quelle raison lui et ses compagnons échouèrent dans leur tentative du 1-er décembre 1924.

Le choix du moment.

Jugeant que le temps était venu de passer des préparatifs aux actes, J. Anvelt écrivit le 19 octobre 1924 dans le „Communiste“: „Le parti a le devoir de bien choisir son moment; la lutte ne doit pas être engagée avant l'instant propice, mais il ne faut pas non plus se trouver en retard. La lutte serait prématurée, si la plupart des travailleurs éclairés assistaient au combat en observateurs passifs; et d'autre part, l'heure où il eût fallu déclencher l'attaque serait déjà passée, si les esprits s'abandonnaient au découragement et si le manque de confiance, né des retards de l'action, venait à désagréger les groupes que la crise avait renforcés.“

L'émeute du 1^{er} décembre a été préparée avec trop de soin, pour que l'on puisse parler de provocation. Après les fluctuations de l'été, le mark esthonnien était devenu stable. Les chefs communistes durent craindre d'avoir passé le bon moment.

Le procès des 149 communistes, qui furent jugés en novembre 1924 par le Tribunal militaire de Tallinn, parut leur offrir une occasion convenable. Parmi les inculpés, se trouvaient plusieurs chefs du parti, anciens membres du Parlement, comme Jaanson, Kiardo, Tomp, Kangur, d'autres encore. Leur libération était très désirable pour le succès de l'émeute. Sur les instructions du parti, Winter et l'assassin Funk essayèrent, dans la nuit du 5 novembre, de percer la muraille de la prison correctionnelle: mais ils furent arrêtés, et leur tentative échoua.

L'émeute aurait donc lieu sans le concours des 149. Mais jusqu'au terme du procès, on s'efforça d'utiliser leurs attitudes à des fins de propagande. Il fut enjoint aux inculpés de réclamer des avocats russes, et de se comporter devant le tribunal de la manière la plus provocatrice. Comme l'entrée de la Russie était interdite aux avocats esthoniens qui voulaient venir défendre leurs compatriotes devant les

tribunaux soviétiques, il n'y avait aucune raison de permettre à des avocats russes de prendre la défense d'esthoniens, régulièrement inculpés par la justice de leur pays. L'attitude provoquante, prescrite aux accusés, fut scrupuleusement observée par les membres du „Komsomol“ (jeunesses communistes) qui répétaient sans cesse, comme des perroquets, les phrases „éclairées“ qu'on leur avait apprises. Mais les personnes plus âgées, telles que les chefs nommés plus haut, s'efforçaient prudemment de prouver leur innocence, et de sauver ainsi leur vie, sauf toutefois le fanatique Tomp, qui excitait l'assistance à l'émeute.

Au pays des soviets, ce procès donna lieu à une campagne inouïe contre l'Esthonie. Des meetings extraordinaires de protestation eurent lieu dans l'armée, et surtout dans la cavalerie, la marine et l'aviation qui sont les premières armes mobilisées en temps de guerre. Ces meetings furent tenus dans toute la Russie, mais c'est dans le secteur militaire de Pétersbourg qu'ils eurent le plus de violence. La „Pravda“ exigeait „le boycottage de la république des assassins“ (18 novembre), „l'emprisonnement de tous les bourgeois esthoniens habitant la Russie“ (19 novembre); le même journal publiait, le 29 novembre, la déclaration comminatoire d'un régiment de cavalerie: „L'armée rouge, et en particulier la cavalerie de Boudenny, peut, d'un seul coup de l'épée prolétaire, raccourcir la bourgeoisie esthonienne. A bas les bourreaux esthoniens!“

La démonstration la plus considérable se produisit le 17 novembre devant le consulat esthonien de Petersbourg; des détachements de l'infanterie et de la marine, des cortèges d'écoliers et d'employés, après avoir écouté des discours pendant une demi-journée, défilèrent en portant des écriteaux, et en conspuant l'Esthonie suivant les ordres reçus.

Les enfants furent conduits directement des locaux scolaires au lieu de la manifestation; on leur donna à déjeuner, pour qu'ils ne retournassent point chez eux; et on leur promit en récompense des entrées gratuites dans les cinémas. On apposa, à l'Université, des affiches conçues en ces termes: „nous casserons la figure à tous ceux qui seront assez lâches pour ne pas se rendre à la manifestation“.

Les troupes d'infanterie et de marine vinrent, en ordre militaire et sous la conduite de leurs officiers. Par contre, les ouvriers des usines Poutilov ne daignèrent pas se déranger, bien qu'on les en pressât; payés aux pièces, ils n'espéraient pas recevoir un salaire spécial pour assister à ce qu'ils appelaient „un concert de chats“, car, une fois déjà, en pareille circonstance, on leur avait fait des promesses qui n'avaient pas été tenues.

De semblables manifestations ont déjà été relatées, dans un chapitre précédent. La nouveauté de celle-ci fut la présence des troupes qui lui donnait un caractère officiel, et contre laquelle le Ministère des Affaires Etrangères d'Esthonie protesta le 21 novembre. Comme on put l'établir par la suite, 4 classes (1899 à 1902) de la 56^{ème} division territoriale (région avoisinant la frontière estho-lettone) furent mobilisées pour le 2 décembre dans l'arrondissement militaire de Pétersbourg. Le journal militaire „L'Etoile Rouge“ certifie dans son No du 18 décembre que „cette mobilisation était à tel point inattendue que des rumeurs de guerre se répandirent aussitôt“. Les mobilisés se préparaient à des manoeuvres générales, lorsque, le 1^{er} décembre, un ordre aussi imprévu que le premier leur permit de rentrer chez eux. On put remarquer au même moment que des bandes communistes, peu nombreuses d'ailleurs, évoluaient à proximité de la frontière estho-russe.

Le procès des 149 communistes fut terminé le 27 novembre. Déjà, quand il s'était ouvert, les communistes avaient appelé les ouvriers de Tallinn à la grève générale, sans aucun résultat. Après la fin du procès, ils attendirent encore quelques jours, jusqu'à ce que la surveillance extraordinaire se fût un peu relâchée; les esprits surexcités par le procès n'étaient pas encore calmés; le moment parut bon pour exécuter le coup de main.

Le plan.

En 1924, les cellules communistes, qui existaient depuis quelque temps déjà, choisirent dans leur sein les hommes les plus sûrs et les plus actifs, pour former de petits groupes de 10 à 20 personnes, qui

serviraient de cadres aux organisations de combat, en cas d'émeute. Les membres de ces groupes devaient rester inconnus les uns aux autres, et ignorer à quoi on les destinait. Apparemment, une exception fut faite en faveur des ouvriers de la „Dobroflot“ (flotte volontaire soviétique) et du Centrosojus (association centrale), où se trouvaient des hommes particulièrement fidèles au parti; car un mois avant le coup de main, il reçurent l'ordre direct de former des bandes armées de 10 à 15 personnes, en vue d'un coup d'état.

Ils ne reçurent au début aucune affectation spéciale; ils devaient seulement se tenir prêts à toute éventualité. On s'efforça d'attirer, dans ces groupes, des militaires, et notamment ceux qui appartenaient aux armes techniques. D'une façon générale d'ailleurs, on choisit de préférence aux autres les hommes ayant accompli leur service militaire.

On espérait ainsi rassembler à Tallinn près de 2000 personnes. Mais, en les comptant, on s'aperçut que leur nombre ne dépassait pas 400; et encore y avait-il dans leurs rangs des individus plus ou moins suspects. Il était donc nécessaire de demander des renforts en Russie, non seulement en spécialistes militaires ou politiques, mais encore en simples soldats.

Les individus, qui arrivèrent de Russie, y avaient été mobilisés par ordre du parti, et mis à la disposition de Rudolf Wakmann, secrétaire de la section esthonienne et du Bureau des Etrangers de Petersburg, qui relève du commissariat pour les Affaires Extérieures. Wakmann, aidé par la G. P. U., les gardes-frontières et les communistes esthoniens, leur fit passer la frontière par Pskov et Jamburg, après leur avoir donné des armes, de l'argent et de faux passeports.

R. Tikkar organisa la traversée de la frontière par d'autres groupes à Narva. On l'y avait envoyé en septembre pour y organiser les sections de combat, sous couvert d'une société sportive. Cette entreprise échoua; et l'on dut se borner aux moyens habituels de propagande, pour que l'émeute ne parût pas trop imprévue à la population. Mais on profita de sa présence sur les lieux et des relations

qu'il y avait nouées pour faciliter le passage des renforts venant de Russie. D'autres individus furent chargés d'aller à la rencontre desdits renforts qui arrivaient par petits groupes de 2 ou 3 personnes, composés d'esthoniens et de russes, et portant dans leurs sacs des armes, notamment des pistolets automatiques. On procurait d'autres habits aux arrivants, qui étaient vêtus d'habits sordides comme tous les russes, et on les conduisait à la gare d'Auvere, où ils prenaient le train pour Tallinn.



Les armes employées par les communistes.

Les organisateurs du coup tâchèrent de compléter leur armement sur place. Les groupes de combat reçurent l'ordre d'acheter secrètement ou de voler des armes. On rassembla de vieux fusils japonais et russes, qui avaient servi lors de la guerre et qui étaient devenus à peu près inutilisables. Il y en avait peu d'ailleurs, car il était difficile de s'en procurer, et en outre ce genre d'armes ne rend pas de grands services dans une guerre de rues. On comptait d'ailleurs en trouver plus tard, après s'être emparé des dépôts de guerre.

L'armement était donc constitué, pour la plus grande partie, par des armes à feu de courte portée, telles que revolvers, ou pistolets automatiques, et par des grenades à main. Comme l'aveu en fut obtenu

par la suite, les renforts venus de Russie avaient apporté avec eux des pistolets Parabellum, des Colt-Thomson's modèle 1920, et des grenades françaises. On avait fabriqué des bombes avec des bidons, remplis d'explosif et munis d'amorces, que l'on pouvait porter au côté, sans attirer l'attention.

Faute d'avoir pu faire entrer dans le complot un nombre suffisant de militaires, on habilla les rebelles en soldats, pour faire meilleur effet, et, à cette fin, on acheta au marché de vieilles capotes, et des casquettes usagées; les galons et les parements de col



Grenades saisies sur les émeutiers.

des officiers furent préparés dans des ateliers secrets. D'autre part, on rassemblait des informations précises sur les emplacements occupés par la troupe et par la police, ainsi que sur les stations centrales téléphoniques et les postes de T. S. F. Tous ces préparatifs se poursuivirent dans le secret le plus absolu. Les ordres et les rapports écrits étaient prohibés; les réunions des conspirateurs n'avaient lieu que le soir en des endroits écartés, dans les faubourgs ou même hors de la ville en plein champ, comme par exemple sur les prés de Kristinental et près de la petite gare de Liiwa, le plus souvent à la belle étoile.

Seuls, les hommes de confiance pouvaient pénétrer dans la maison où logeaient les chefs de la

conspiration. La liaison entre ces chefs et leurs troupes se faisait toujours par l'intermédiaire de plusieurs personnes; de telle sorte que la dernière seule connaissait le domicile des conspirateurs (leurs passeports avaient été volés et falsifiés). Les agents de liaison ne connaissaient pas le nom de la personne qu'ils allaient trouver; on leur indiquait seulement son signalement, le lieu de rendez-vous et le mot d'ordre. De même, les courriers n'étaient point convoqués personnellement, mais à l'aide de signaux placés en des endroits convenus.

Toute la ville avait été divisée en rayons de combats; chaque rayon avait son état-major et possédait des locaux, pour s'y assembler le moment venu, à proximité des lieux où la lutte devait être engagée. C'est là que les armes avaient été déposées; 14 de ces dépôts existaient dans la ville, comme l'enquête le démontra. Au centre de la ville, se tenait l'état-major général de l'émeute, formé des chefs militaires et politiques.

Le 29 novembre, ordre fut donné aux groupes d'attaque de se rassembler, le lendemain soir, dans leur locaux respectifs. Les communications relatives à cet ordre furent établies à la Maison des Travailleurs, boulevard de la gare No. 9. Elles fixaient l'heure et le point de rassemblement dans la rue, où des courriers devaient venir chercher les révolutionnaires pour les conduire au local qui leur était préparé. Des heures et des lieux différents avaient été prévus pour chaque groupe. Les courriers, qui étaient peu nombreux et qui presque tous étaient des femmes, purent rassembler tout le monde entre 5 et 10 heures. Les émeutiers apportèrent avec eux des victuailles, des accordéons, des jeux de cartes, pour simuler une fête de famille en cas de perquisition.

Une fois les émeutiers réunis, on les fit garder par des hommes de confiance; aucune sortie n'était permise, sous aucun prétexte; ceux qui voulaient passer outre furent menacés d'être tués sur place. Pendant toute la nuit, les agents de liaison vinrent apporter des armes et des munitions, dans des caisses ou dans des sacs; et les chefs de bande se rendirent à l'état-major général, rue Kadaka No. 8, où se tenaient cachés les chefs de l'émeute.

On y vint les renseigner au fur et à mesure, sur la situation générale et sur le nombre et l'état d'esprit des hommes rassemblés. Vers 4 heures, les chefs de groupe purent rejoindre leurs hommes; ils avaient reçu l'ordre de marcher à 5 h 15, soit une demi-heure avant le réveil des cadets à Tondi, et au moment de la relève des postes de garde; de la sorte, ces hommes habillés en soldats pourraient passer inaperçus, dans les rues qui commençaient à s'éveiller. Les premiers objectifs de l'attaque devaient être atteints à l'heure où les ouvriers se rendraient à leur travail, car l'on espérait pouvoir les mobiliser ensuite.

Suivant les témoignages de plusieurs inculpés, le plan militaire de l'insurrection serait l'oeuvre d'un esthonien, Tummeltau, officier d'état-major de l'armée rouge.

Ce plan fixait aux groupes d'attaque les objectifs suivants:

- 1) s'emparer par surprise des édifices gouvernementaux les plus importants et des centres de communication: télégraphe, téléphone, chemins de fer.

- 2) désorganiser et affaiblir la puissance militaire du gouvernement, en attendant l'heure où la libération des prisonniers et la mobilisation forcée procureraient aux émeutiers les renforts dont ils avaient besoin. Pour que le gouvernement ne put appeler à son secours les troupes casernées hors de Tallinn, certains groupes avaient reçu l'ordre de couper les communications téléphoniques et ferroviaires entre Tallinn et la banlieue. En même temps, les membres du gouvernement et les officiers devaient être massacrés.

Ainsi qu'Anwelt l'a déclaré par la suite (Lutte des classes — No. 52, 1925), les insurgés devaient tenir pendant au moins 5 ou 6 heures, pour que le coup d'état put réussir. Certains d'entre eux ont témoigné qu'on leur avait ordonné de combattre pendant un jour et une nuit, et qu'ensuite arriveraient les renforts de l'extérieur.

Une partie des rebelles étaient vêtus d'uniformes militaires esthoniens, de manière à tromper l'armée, et à faire croire au peuple que les troupes participaient à la révolte. On avait dit aux émeutiers que

les fascistes préparaient un coup d'état et qu'il était nécessaire de les prévenir; que des émeutes du même genre se produiraient dans les autres villes, et que des détachements communistes, à la frontière russe, se tenaient prêts à leur venir en aide.

Les chefs.

L'action avait été préparée et fut dirigée par J. Anwelt, successeur de Kingissepp, et ancien président du Gouvernement bolchévique esthonien. Son principal collaborateur au point de vue militaire fut Walter Klein, dit Karl Roobas, ancien commissaire de



Käär.

Lillakas.

l'école militaire de l'armée rouge à Petersbourg; il avait ensuite occupé les fonctions de commissaire de la frontière russo-estho-lettonne et de secrétaire de la Tcheka locale.

Il faut nommer en outre Arnold Sommerling, Georg Kreuks, ex-officier du génie, Woldemar Hammer, ex-employé de bureau, qui avaient organisé les groupes de jeunesses communistes. Ces trois hommes, et plusieurs autres encore, avaient été autrefois échangés contre des otages esthoniens, mais depuis ils étaient revenus secrètement dans le pays.

D'après le témoignage de Lillakas, peu de temps auparavant, Anwelt s'était rendu en Russie, pour s'entretenir avec les chefs communistes esthoniens, et avec le Komintern. Lillakas, ancien chef du 3-ème régiment rouge de tirailleurs esthoniens, et ami per-

sonnel d'Anwelt, avait été envoyé en Esthonie quelques jours avant l'émeute; Richard Käär, son aide de camp, l'accompagnait. A Petersbourg, Rudolf Wakman leur avait donné des instructions et les avait munis de l'argent et de l'équipement nécessaires. Ils se rendirent à Tallinn l'un par Pskov, l'autre par Jamburg; une fois arrivés, ils allèrent rue de Willardi No. 11, chez la mère de Wakmann, où le mot de passe: „Eedi est-il chez lui?“ les fit reconnaître. Anwelt vint bientôt les y rejoindre.

L'état-major du complot se réunissait auparavant Kadaka tee No. 8 dans le logement du cordonnier K. Grünbach. En 1921, Grünbach avait opté pour l'Esthonie, sur l'ordre des bolchéviques; sa maison servait de lieu habituel de rendez-vous aux conspirateurs. L'avant-veille de l'émeute, cinq personnes s'y rencontrèrent pour déterminer le rôle que jouerait chacun des chefs communistes. C'est là ensuite que les chefs des groupes d'attaque furent appelés individuellement par des couriers spéciaux et qu'ils reçurent les instructions nécessaires.

Puis les agents de liaison revinrent des lieux de rassemblement que l'on avait fixés à chaque groupe de combat, et firent savoir aux chefs que tout était en règle, en employant la formule de convention: „l'air est pur“. Suivant les déclarations d'Anwelt, on avait réuni 75% des effectifs escomptés, soit environ 250 à 300 personnes. Après les dernières recommandations, ordre leur fut donné de se mettre en marche à 5 h $\frac{1}{4}$, soit une demi-heure avant le réveil des cadets à Tondi.

Pendant que l'on transmettait cet ordre, Anwelt quitta la maison de la Kadaka tee, et se rendit Tõnismägi No. 8, tout près du centre de la ville, dans le logement de Post que l'on avait choisi pour poste de commandement.

Dix-sept personnes s'y réunirent. Il y avait là, outre Anwelt, Lillakas et Käär, le pseudo-médecin Waimel-Poljakow, chargé de l'ambulance de l'émeute, agent de liaison d'Anwelt, et Richard Wakman, frère cadet du secrétaire de la section esthonienne du Kominintern; Wakman, en sa qualité d'ancien élève de l'école de commerce avait promis d'amener avec lui quinze de ses camarades; mais trois d'entre eux

seulement vinrent le rejoindre; ce furent Paawel, Klaaser et Seil.

On prépara, sans tarder, les en-tête des papiers officiels; les inscriptions suivantes furent fabriquées, avec des lettres en caoutchouc: „Comité central exécutif des ouvriers, paysans, soldats et matelots d'Esthonie“, „Etat-Major des troupes révolutionnaires“ et „Chef de l'Etat-Major des troupes révolutionnaires“. Mais on ne parvint pas à terminer un seul des documents ainsi timbrés.

Käär, Põlluroos, Wakman, et ses trois camarades de l'Ecole de Commerce reçurent ensuite l'ordre d'attaquer le logement de M. K. Einbund, ancien ministre de l'Intérieur, qui demeurait rue Kaewu No 1, près de l'église St. Charles. La bande fut bientôt devant la maison et commença l'attaque, en jetant une grenade à main contre une fenêtre du rez de chaussée; mais le projectile heurta le châssis et retomba sur le trottoir où il explosa. Alors, se partageant la besogne, les uns s'efforcèrent d'enfoncer les fenêtres et les autres la porte. Avant on avait en recours à la ruse; on fit dire à M^{me} Einbund qu'on lui apportait un télégramme pour qu'elle ouvrît la porte; mais l'ayant entr'ouverte et apercevant des hommes armés, elle la referma vivement. Les enfants de 16 et 18 ans qui, suivant leurs propres paroles, avaient accompagné les bolchéviques pour se donner de fortes émotions, ne purent leur rendre aucun service. L'un d'eux, voulant tirer à travers la fenêtre, blessa son camarade Põlluroos, et une querelle s'ensuivit.

Pendant ce temps, les chefs de l'émeute se rendaient de Tõnismägi au Ministère de la guerre, rue Pagari, pour y prendre la direction générale des opérations. Mais le groupe qui attaquait cet immeuble ayant été repoussé, ils se replièrent sur la gare Baltique, d'où ils durent plus tard s'enfuir en désordre.

Suivant une autre version, Anwelt s'était dirigé immédiatement vers la gare Baltique par les rues Endla, de Willardi et de Telliskiwi; la bande qui l'accompagnait massacra en chemin quelques agents de police, et offrit aux ouvriers qu'elle rencontrait d'aller chercher des armes à la caserne des pompiers; mais les ouvriers furent sourds à ces appels.

Au Dôme.

L'attaque contre la maison du Chef de l'Etat et contre le Château du Dôme fut couronnée de succès. A la différence des immeubles de l'armée, ces lieux n'avaient qu'une garde insuffisante. Ils furent d'ailleurs repris aux bolchéviques après l'échec de leurs autres attaques.

Un groupe de combat de 17 personnes, composé d'ouvriers du port au service du „Centrosojus“ russe et de la „Dobroflot“, fut rassemblé la veille à 7 heures du soir au Dôme, dans le logement de Halling, rue Rahukohtu No. 2. La place était si restreinte que plusieurs durent se tenir accroupis le long du mur. On avait apporté, dans un panier, quelques capotes et des casquettes de soldats esthoniens, ainsi que des pistolets automatiques, du type parabellum, et d'autres armes. A la porte un homme se tenait revolver au poing, pour empêcher de sortir ceux qui étaient entrés. Après minuit un individu qui se trouvait déjà dans la pièce se leva, déclara qu'il venait de Russie, et qu'un coup d'état fasciste se préparant à Tallinn, il fallait le prévenir par une contre-manœuvre.

Le moral des communistes présents n'était pas très élevé, on leur dit qu'un grand nombre de camarades étaient déjà arrivés de Russie pour les aider que le concours de l'armée était certain, et qu'il suf-



Uniformes portés par les bolchéviques.

firait de tenir pendant un jour et une nuit en attendant l'arrivée des renforts extérieurs.

Après quoi, on distribua les armes et les uniformes; ces derniers étaient en nombre insuffisant. A 5 h 15, l'ordre de marche fut donné; et on rappela aux hommes que, s'ils cherchaient à fuir, ils seraient tués sur place. En tête et en queue du détachement qu'ils encadraient, marchaient les hommes venus de Russie, le revolver au poing.

Ils se divisèrent alors en deux groupes; l'un prit la rue Kooli et attaqua le Château; l'autre marcha vers la maison du Chef de l'Etat par la rue Duglas.

A cette époque, les sentinelles n'avaient point pour consigne d'arrêter tous les passants; elles laissèrent donc les émeutiers s'approcher d'elles et ceux-ci parvinrent sans peine à les désarmer; ils placèrent à leur tour des sentinelles à la porte et pénétrèrent dans le corps de garde; ils s'emparèrent des fusils, déposés à l'entrée, avant que les soldats à moitié réveillés aient pu leur opposer la moindre résistance. Un soldat, ayant voulu se jeter sur son fusil, fut tué sur place; un autre fut grièvement blessé.

Maîtres du corps de garde et en possession des armes, ils arrêtaient les serviteurs du château et toutes les personnes qui s'y trouvaient, mais ils ne pénétrèrent ni dans le Parlement, ni dans les appartements officiels.

Les sentinelles qui gardaient la maison du Chef de l'Etat furent désarmées de la même façon; les agresseurs purent alors ouvrir la porte, et se précipitèrent dans la maison à la recherche du Chef de l'Etat, M. Äkel. Mais les serviteurs purent heureusement fermer toutes les portes intérieures; et les bolchéviques perdirent beaucoup de temps à les enfoncer l'une après l'autre.

Pendant ce temps, M. E. Grünwald, inspecteur de l'école du Dôme, se rendait en automobile à son école par la rue de Kaarli. Les communistes firent feu sur la voiture et le tuèrent ainsi que son chauffeur H. Burmeister, pour n'avoir pas immédiatement arrêté la voiture devant le château.

Lorsque les troupes gouvernementales, conduites par le colonel Parts et par le lieutenant Ambos par-

vinrent sur le Dôme, les sentinelles révolutionnaires commencèrent à ouvrir le feu sur les soldats. Mais l'arrivée d'une automobile blindée, avec le colonel Raudwere, mit fin à cette tentative de résistance; les bandits jetèrent alors leurs armes et prirent la fuite. Il était huit heures du matin.

Au bureau des postes et télégraphe.

La bande de douze personnes qui devait s'emparer du bureau de postes se réunit, rue de Narwa No. 25, dans le logement de Laas.

On n'eut aucune peine à s'emparer de l'immeuble qui n'était même pas gardé par la police.

Les assaillants pénétrèrent d'abord dans le bureau du télégraphe, situé au deuxième étage, et demandèrent à l'employé de service s'il n'était point le chef du bureau. Sur sa réponse négative, ils le laissèrent en paix. On demanda ensuite à un serviteur d'indiquer la chambre du chef; mais celui-ci répondit qu'il n'en savait rien, n'étant que depuis peu à son service.

Ils prirent également possession de la station centrale téléphonique. Mais, ignorant le maniement des appareils, ils furent incapables d'utiliser leur conquête.

Par contre, ils ne purent pénétrer dans la section des finances, que fermait une double porte. L'employé qui s'y trouvait parvint à téléphoner à plusieurs personnes, et notamment au chef des postes, pour les informer du coup de main. Mais la communication fut bientôt coupée; l'interruption dura trois quarts d'heure.

A l'entrée, deux rebelles, fusils en main, arrêtaient toutes les personnes qui pénétraient dans l'immeuble, et notamment les employés qui se rendaient à leur service, les agents de police qui passaient par là, et enfin le chef de la Police de la ville qui était venu sur place se rendre compte des événements.

A 6 h $\frac{3}{4}$, l'automobile blindée du colonel Raudwere arriva devant la maison avec une compagnie du bataillon des sous-officiers. Ils ouvrirent le feu et envahirent l'immeuble, après avoir tué dans l'antichambre les deux sentinelles bolchéviques. Mais

une fusillade nourrie fut dirigée contre eux du haut des escaliers, et ils ne purent pas tout de suite nettoyer la place, ce qui fut fait dès que le détachement du général Pöder commença à tirer, des fenêtres de la maison d'en-face.

La porte de la cour étant fermée, il fut impossible de cerner l'immeuble; et quelques communistes réussirent à s'échapper. Les autres furent tués ou durent se rendre. L'un des prisonniers ayant, voulu s'enfuir au moment où on l'enfermait dans l'auto blindée, fut tué sur place.

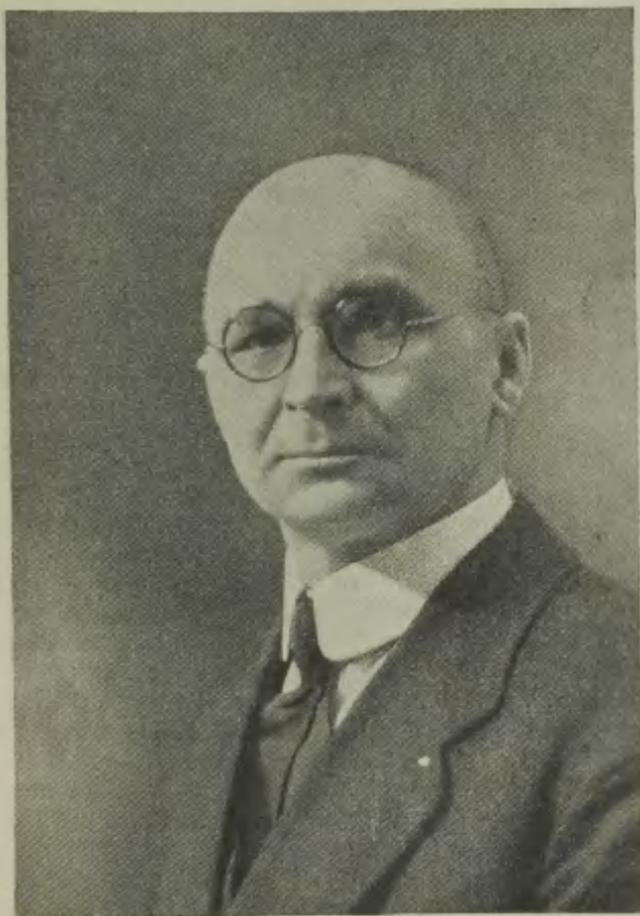
A la gare Baltique.

Le groupe d'attaque de 20 personnes qui s'empara de la gare Baltique s'était réuni chez Kooba, rue Rohu No. 11. Il s'y trouvait déjà 7 fusils, apportés par Roobas et Ambos. Des individus expliquèrent aux autres, en langue russe, le plan de l'opération; quelques-uns devaient se rendre, par la chaussée de Baltiski, au poste de police du 5^e district et le nettoyer de ses occupants; après quoi, ils rejoindraient le gros de la troupe et tous ensemble attaqueraient la gare Baltique. Plusieurs d'entre eux étaient vêtus en employés de chemin de fer.

Après avoir quitté le logement de Kooba, la bande marcha vers la gare, le long de la voie ferrée, et les hommes désignés pour l'attaque du poste de police se portèrent vers leur objectif. Dès l'entrée, ils firent feu sur les agents, avant même que ceux-ci aient pu saisir leurs armes; deux agents, J. Kumel et J. Holts, furent tués, et deux autres J. Mägi et F. Schlossmann, grièvement blessés. Les émeutiers emportèrent avec eux les armes dont ils s'étaient emparés et rejoignirent le reste du groupe à la gare Baltique.

A leur tête, se trouvait J. Wakker, ouvrier-signalier du chemin de fer qui, en 1920, avait été expulsé en Russie, pour appel à l'émeute, au temps où les bolchéviques marchaient sur Varsovie; deux ans plus tard, ayant manifesté son repentir de ses actes, il fut autorisé à rentrer en Esthonie; mais il ne tarda pas à reprendre ses anciennes habitudes.

Les assaillants pénétrèrent directement dans la salle d'attente de III-me classe et placèrent des postes à l'entrée. Wakker se précipitant dans le bureau du surveillant, lui ordonna de lever les mains, et



M. K. Kark, Ministre des Voies et Communications.

d'arrêter la manoeuvre des trains. Tous les employés furent faits prisonniers, Puis Wakker coupa les communications télégraphiques et ordonna au téléphoniste de lui indiquer le poste central, mais cet employé lui donna un faux renseignement; les com-

munistes entrèrent dans la pièce qu'on leur montrait; et les employés eurent ainsi le temps de demander du secours par téléphone.

Quelques révolutionnaires se postèrent alors sur le grand escalier de la gare, tandis que les autres se dirigeaient vers les locaux occupés par la police. Le chef de rayon Herman Ubin, qui allait au devant d'un train, fut tué; l'agent Mihkel Kütt subit le même sort. On rechercha le chef de gare et son aide, mais on ne parvint pas à les découvrir.

Tous les voyageurs qui se présentaient à la gare étaient fouillés, sous la menace du revolver. Le Ministre des voies et communications, l'ingénieur K. Kark, apparut soudain sur les degrés de l'escalier d'entrée; on lui avait téléphoné qu'un accident de chemin de fer s'était produit, et il venait à la gare pour y organiser personnellement l'envoi des secours. Les bolchéviques le reconnurent aussitôt, firent feu sur lui, et le Ministre s'affaissa sur les marches.

Les émeutiers s'efforcèrent d'entraîner avec eux les employés de la gare; ils leur offrirent des fusils et des revolvers, pour monter la garde aux abords de l'édifice; mais les ouvriers, ayant décliné cet honneur, furent désarmés et emprisonnés dans une pièce où ils furent gardés à vue.

Parmi les voyageurs arrêtés, se trouvaient plusieurs officiers qui se rendaient à l'école militaire de Tondi. Comme ils n'avaient point d'armes sur eux, ils ne purent opposer aucune résistance. L'un des insurgés, qui parlait russe et semblait être un des chefs de la bande, déclara à ses compagnons qu'il se rendait à la mission pour se renseigner sur la situation générale, et leur ordonna d'attendre son retour. Il revint au bout d'un quart d'heure et donna l'ordre de déshabiller les officiers et de leur enlever même leurs chaussures; après quoi, on les fusillerait. Mais cet ordre ne put être exécuté; car, à ce moment précis, les troupes gouvernementales commencèrent leur attaque.

Parmi les révolutionnaires qui parcouraient la gare en tous sens, plusieurs personnes reconnurent J. Anwelt, vêtu d'un paletot gris et d'un chapeau de même couleur; il semblait le plus agité de tous, et donna à plusieurs reprises l'ordre de mobiliser tous les

ouvriers du chemin de fer qui se trouvaient là. Mais ceux-ci restèrent sourds à tous les appels, et dès qu'ils le purent, s'enfuirent prudemment hors de la gare. D'après le témoignage du soldat rouge Käär, c'est Anwelt qui tua de sa propre main l'agent de police de la gare. Dès que le combat fut engagé avec les troupes du gouvernement, Anwelt et Roobas furent des premiers à prendre la fuite.

Les premières nouvelles des événements étaient parvenues à l'Etat-Major de l'Armée vers 6 h $\frac{1}{2}$ du matin. La police montée se rendit aussitôt sur les lieux pour essayer de reprendre la gare; mais elle ne put s'avancer sur la place découverte qui s'étend devant le bâtiment.

A 8 h $\frac{1}{4}$, on envoya en renfort, deux détachements du bataillon des sous-officiers, sous la conduite du



Colonel Rossländer.

Colonel Rossländer s'approcha, et reçut au pied une blessure dont il devait mourir deux jours plus tard. Après une courte fusillade, les détachements commandés par le major Anson donnèrent l'assaut; les communistes s'enfuirent le long de la voie dans la direction de Koppel; quatre d'entre eux furent faits prisonniers à l'intérieur de la gare.

Suivant les déclarations de Käär, Anwelt avait donné l'ordre de se rassembler dans la cour de l'usine principale des chemins de fer. Il y avait là aussi des ouvriers, en train de discuter s'ils devaient ou non se mettre à leur travail. Anwelt leur reprocha de garder une attitude passive, pendant que d'autres risquaient leur vie. Un ouvrier répli-

colonel Rossländer. A la hauteur du cinéma „Rekord“, les hommes se déployèrent en tirailleurs. Aussitôt quelques bolchéviques s'élançèrent sur le perron de la gare, en criant: „Ne tirez pas, nous sommes des vôtres“. Pour voir ce dont il s'agissait, et pour évi-

qua: „Messieurs les Commissaires peuvent bien se donner eux-mêmes un peu de mal pour gagner leurs bonnes places“, et ils se mirent tranquillement à leur travail.

Anvelt ne répondit rien, mais, s'adressant à Lillakas, il déclara qu'il ne s'était pas attendu à recevoir un tel accueil des ouvriers esthoniens, et il se remit à fuir, avec son compagnon, dans la direction du quartier de Pelgulinn. Rue de Telliskivi, ils rencontrèrent le capitaine de marine K. Stern, qui se rendait à son service. Pour apaiser sa colère, Anwelt le tua sur place, et Lillakas le loua d'être aussi bon tireur.

Les chefs du mouvement se réunirent le même jour, rue de Willardi, chez la mère de Wakmann; ils s'y reposèrent et tinrent conseil. Lillakas reprocha à Anwelt de les avoir entraînés dans une aventure, ajoutant que l'on n'avait trouvé à Tallinn rien de semblable à ce que l'on avait annoncé en Russie. Anwelt protesta que l'affaire n'était pas terminée, que l'émeute durait encore à Pärnu, et qu'on ne pourrait savoir ce qui s'y passait, tant que la liaison ne serait pas rétablie. Puis, ayant déclaré que, pour sa part, il restait à Tallinn, il donna l'ordre à Lillakas et à Käär de regagner la Russie. Les deux hommes se dirigèrent vers la gare de Lagedi, mais ayant appris que toutes les stations étaient gardées, ils marchèrent jusqu'à Aegwiidu, où ils furent arrêtés.

A la station principale de la voie étroite.

Les bolchéviques s'emparèrent sans difficulté de cette gare, surveillée par un seul agent de police. Les crimes qu'ils y commirent eurent pour unique objet le massacre des employés de l'Etat.

Une bande de 6 personnes se rassembla rue Juurdewo No. 12—6, chez J. Räästas, ouvrier du „Dobroflot“. Deux de ces individus appartenaient également à la même organisation. Les trois autres étaient venus de Russie; ils apportèrent avec eux des grenades et des revolvers.

Dès leur entrée dans la gare, les communistes envahirent le bureau de police, et tuèrent l'agent H. Riismann. Puis ce fut le tour du surveillant de

service, le sous-chef de gare Jaan Laurink, qui tomba en criant au secours dans le bureau du téléphone. Au dernier moment, la téléphoniste parvint à informer le chef de gare, qui était encore chez lui, du danger qui le menaçait, et celui-ci put échapper aux malfaiteurs.

Kuuskman, du „Dobroflot“, demeura près de la téléphoniste et la menaça de son revolver (Ce même Kuuskman, après son arrestation, tenta de s'enfuir par la fenêtre du poste de police, mais il fut repris aussitôt). Comme ils avaient reçu l'ordre d'arrêter tous les trains, un des révolutionnaires demanda à la téléphoniste quelle était la station la plus proche, montrant ainsi qu'il n'était pas de Tallinn. Ensuite, ils obligèrent cette employée à les mettre en communication avec la gare de Kohila, pour une conversation très importante avec un „travailleur en chef“. La communication obtenue, un des bolchéviques annonça la prise de la gare et engagea une conversation où revenaient sans cesse des mots très significatifs tels qu' explosion, dynamite, etc.

Tous les voyageurs qui, les uns après les autres, pénétraient dans la gare, furent arrêtés, et enfermés dans la salle d'attente de 3-ème classe. J. Räästas, aidé d'un de ses compagnons, alla du côté de la ville, et abattit plusieurs poteaux télégraphiques dont il coupa les fils.

Lorsqu'une heure et demie plus tard, un détachement militaire se présenta devant la gare, les communistes s'enfuirent en toute hâte sans avoir tenté la moindre résistance.

A la Prison correctionnelle.

Un groupe de 12 personnes se réunit rue de Kullasepa No 7, chez Lukine; il devait s'emparer de la prison correctionnelle, située rue Wene. La première femme de Lukine avait été tuée quelques années auparavant par son neveu, Praos; le frère de ce Praos, membre communiste de la municipalité de Tallinn, obtint néanmoins de Lukine, moyennant dix mille marks, la permission de rassembler chez lui les conspirateurs.

Dans ce logement, la conseillère municipale communiste Anette Holmann apporta 27 bouteilles d'iode et des bandages pour les pansements; on y déposa également une douzaine de grenades; c'étaient les seules armes que possédait la bande; elle devait encore en recevoir par les soins des autres bolchéviques, après les premiers succès.

Le groupe avait pour mission d'enfoncer les portes de la prison à coups de grenades, de massacrer les gardiens, de libérer les prisonniers et de leur donner des armes; après quoi, ils iraient tous ensemble renforcer les autres bandes communistes.

Les attaques entreprises ayant échoué et les armes n'arrivant pas, ils attendirent en vain dans l'appartement de Lukine pendant un certain temps; puis, jugeant la situation peu sûre, ils quittèrent la place, par petits groupes, comme ils y étaient venus. Lukine se débarrassa des grenades et des bouteilles d'iode, en les jetant dans la fosse de la cour où elles furent découvertes lors des perquisitions.

La Compagnie de Police montée.

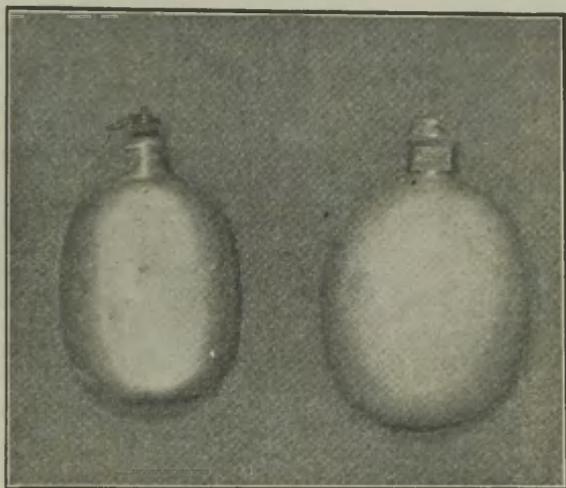
„La lutte des classes“ (No. 48) donne à la police montée une importance toute particulière et voit en elle „le groupe d'attaque et la garde de la bourgeoisie de Tallinn“. Il est clair que le premier soin des bolchéviques devait être de l'anéantir dès le début de leur action. Une bande nombreuse, munie de grenades et de bombes, en fut chargée. Par un heureux hasard, une bombe très puissante, jetée à l'intérieur de la caserne, et capable de détruire tout l'édifice, tomba sur un lit et n'explosa pas. La fusillade engagée réveilla les agents de police; sous le feu des mitrailleuses et des fusils automatiques, les agresseurs se dispersèrent, en laissant plusieurs morts sur le terrain.

Trois groupes, comptant une quarantaine de personnes, avaient été rassemblés, le premier dans le logement Kopt rue de Kuninga 15-2, l'autre rue Arehna No. 24, le troisième 10 rue de Puuwilja. Ils devaient en sortir à la même heure; pour éviter toute méprise, les trois chefs avaient mis leurs mon-

tres d'accord. Vers le matin, un homme et une femme apportèrent les armes dans des valises et dans des caisses.

Trois bouteilles d'essence furent lancées dans le dortoir des agents (rue Polgu No. 7). Par la vitre brisée un des agents braqua son fusil; l'arme n'était pas chargée; elle produisit néanmoins son effet; les assaillants se retirèrent à quelque distance et ouvrirent le feu. Mais ils étaient trop loin pour que leurs grenades pussent atteindre le but; elles explosaient sur le pavé, brisant les vitres de la caserne et des maisons environnantes.

Un des bolchéviques, s'approchant alors de l'immeuble, jeta, par la fenêtre, une sorte de bouteille métallique en forme de



Bombes employées par les bolchéviques.

gourde de soldat. L'objet donna contre le mur et vint choir sur un lit près de la fenêtre, où on le ramassa. La capsule était un peu relevée; en l'enlevant tout à fait, on s'aperçut que la bouteille contenait une quantité de mélinite suffisante pour faire sauter toute la caserne; les ravages produits par l'explosion se seraient même étendus aux maisons environnantes.

Cependant, les agents de police, s'étant habillés à la hâte, saisirent leurs armes et firent feu sur les émeutiers. D'autres sortirent de la caserne, cernèrent l'ennemi et firent un grand nombre de prisonniers. Quelques bolchéviques furent arrêtés sur les toits où ils s'étaient réfugiés, dans l'espoir que les

agents iraient tout d'abord à l'écurie seller leurs chevaux.

Parmi les morts, se trouvaient Jarotsky, gardien du „Dobroflot“ et Nikolai Iwanoff, venu de Russie.

Autour de la caserne, on ramassa deux pistolets parabellum, 6 grenades, un pistolet-mitrailleur Colt Thomson avec ses munitions.

Au nombre des prisonniers, se trouvait Eduard Kägu, communiste élu député au Riigikogu en 1921, condamné en 1922 aux travaux forcés pour propagande révolutionnaire; ayant réussi à s'échapper, il s'était réfugié en Russie, d'où il était revenu le 27 novembre, pour prendre part au coup de main.



Pistolet mitrailleur Colt-Thomson.

Après avoir repoussé l'attaque dirigée contre elle, la police, en toute hâte, se rendit dans les autres parties de la ville, pour y contribuer au rétablissement de l'ordre.

Au Ministère de la Guerre.

Les sentinelles du Ministère de la Guerre ne furent point surprises comme l'avaient été celles du Dôme; et le poste de garde put repousser, par ses propres moyens, l'attaque dirigée contre le Ministère.

Un groupe de 23 personnes s'était assemblé dans le logement Waumann, rue Lai No. 7—8, tout près du Ministère. À 5 h 25, le factionnaire Keng aperçut une troupe d'hommes, vêtus les uns en militaires,

les autres en civils; deux de ces individus firent feu sur lui et le manquèrent; le soldat riposta en portant un coup de baïonnette à l'un des agresseurs; les autres, pendant ce temps, jetèrent une bombe et trois grenades dans la direction du corps de garde; les détonations éveillèrent en sursaut les soldats qui s'y trouvaient.

Quelques communistes s'élancèrent au 4-ème étage où ils croyaient trouver le poste téléphonique militaire; mais leurs renseignements étaient erronés. Les autres poursuivirent l'attaque du corps de garde, défendu par la sentinelle Keng, le caporal de service Brücker, et le sergent-major P. Aman. Ce sous-officier, répression de l'émeute, suivant les plans préparés en prévision d'une telle éventualité.



Soldat Keng.

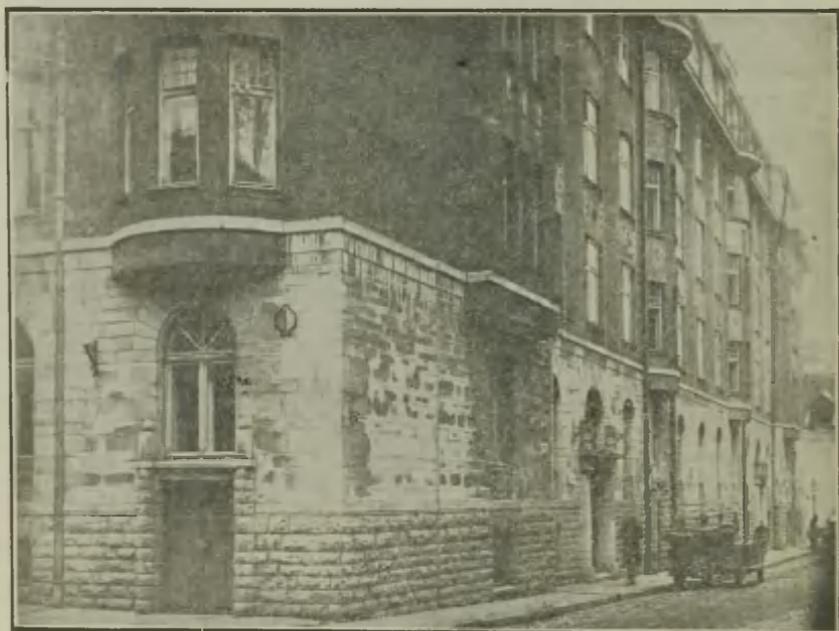
avec l'aide du soldat Leppik, installa une mitrailleuse dans la cour, et ouvrit le feu sur les bolchéviques, qui aussitôt s'enfuirent en désordre, abandonnant un des leurs caché dans une armoire. Les chefs militaires arrivèrent bientôt après pour prendre en mains la

A l'Ecole Militaire de Tondi.

Les communistes voyaient dans l'Ecole Militaire de Tondi la force la plus puissante de la garnison de Tallinn; ils désiraient en outre s'emparer du dépôt d'armes légères que l'on y avait constitué.

Le 30 novembre, 56 hommes d'élite se réunirent dans la maison de Reimann, située à cinq cents mètres des casernes dans les prés de Kristinental. On avait espéré y réunir deux cents personnes. Parmi les hommes rassemblés, se trouvaient 48 soldats. Trois femmes, dont l'une était vêtue en soeur de charité, assuraient la liaison entre cette bande et

les autres groupes bolchéviques. Après avoir empoisonné le chien de garde, on but et on mangea toute la nuit; chacun reçut des armes; il n'y avait guère que des revolvers, et seulement quatre fusils et un pistolet mitrailleur Colt-Thomson. Deux des émeutiers s'habillèrent en officiers, une dizaine d'autres en soldats. Anwelt, qui devait diriger en personne les opérations du groupe, ne vint pas.



Le Ministère de la Guerre.

A 5 heures du matin fut donné le signal du départ. On se mit en marche, non pas directement à travers champ, mais le long des buissons et de la forêt. Les uns se dirigèrent vers les casernes, et les autres vers l'école des cadets.

Les casernes n'étant point entourées de murs et grâce à l'obscurité, les émeutiers purent s'approcher facilement. Les fils de fer qui barraient le passage furent coupés avec des cisailles. Des sentinelles furent postées à toutes les issues pour tuer ceux qui s'échapperaient.

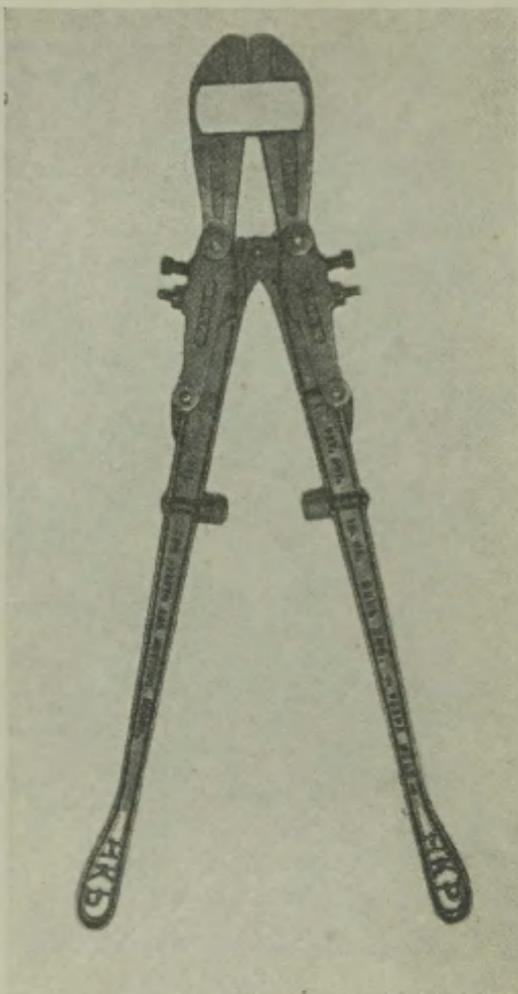
Les communistes, pensant que l'officier de service se trouvait au Cercle, y jetèrent une grenade qui, par bonheur, ne fit aucune victime. Un second groupe longeant le casino se dirigea vers le 3-ème bâtiment qu'ils entourèrent, et où furent lancées une



Le poste de garde du Ministère de la Guerre.

dizaine de grenades. Il devait être alors 5 h. 27, comme en fait foi la montre d'un cadet tué, laquelle s'est arrêtée à cette heure précise. Mettant à profit la confusion qu'avait produite l'explosion des grenades, les bolchéviques entrèrent dans la caserne où ils se partagèrent en deux groupes. Les uns tirèrent

sur les cadets par l'ouverture des portes et s'efforcèrent de pénétrer dans la pièce où se trouvaient les armes, après avoir tué le cadet de garde. Les autres montèrent au premier étage où se trouvait le



Cisailles.

dortoir des cadets; mais le bruit qui se faisait en bas les avait réveillés; et le cadet de service Paas avait ordonné à ses camarades Pesur et Johanson

d'aller voir ce qui se passait. Le fusil au poing, Pesur descendit et rencontra les assaillants dans l'escalier; il tua l'un d'eux et en blessa un second; mais il tomba sur les marches, frappé lui-même d'une balle.

Cette résistance aussi courageuse qu'imprévue déconcerta les bolchéviques; ils se retirèrent et se rallièrent au gros de la bande; mais ils ne purent résister au feu nourri que les cadets dirigeaient sur eux du haut des fenêtres; et ils s'enfuirent hors de la caserne.

Ceux de leurs camarades qui avaient été placés en sentinelles au dehors, en entendant le bruit du combat, perdirent tout courage. Ils tirèrent quelques coups de feu vers les fenêtres, puis, se dispersant dans toutes les directions, ils disparurent dans la nuit, abandonnant sur le terrain des morts, des blessés et des armes.

Huit communistes avaient été faits prisonniers au cours de l'attaque; deux

autres avaient été tués et un autre blessé. Les pertes des cadets s'élevaient à quatre tués (A. Udras, A. Teder, A. Allebras et A. Tomberg) et à neuf blessés dont deux grièvement; un officier avait également reçu de légères blessures.

Une patrouille arrêta une automobile qui venait de la ville; le chauffeur fit halte au premier signal, pensant que les occupants de la voiture étaient suspects; ceux-ci voulurent s'enfuir, mais bien vainement, car ils furent tous arrêtés. L'un d'eux était le deuxième des frères Wakmann, Eric; l'autre, suivant



Elève-officier Pesur.

les papiers qui furent trouvés sur lui, était J. Maritow, courrier de la légation soviétique de Tallinn. Tous deux étaient armés de revolvers.

Maritow déclara qu'ils s'étaient rendus à Tondi sur un ordre d'Anwelt et qu'ils avaient loué une automobile pour en rapporter des armes. Wakman, qu'il avait aidé à préparer l'émeute, l'avait conduit à 2 h. du matin à l'état-major général des insurgés (Tônismägi 8) où ils reçurent les ordres les concernant.

Maritow fit connaître les noms des principaux chefs de l'émeute; il raconta également que deux hommes étaient arrivés de Russie à la légation soviétique de Tallinn, et que le personnel de la Légation avait réuni une somme de 8000 marks pour les prisonniers politiques; il dit enfin que les chefs de la bande ayant opéré à Tondi étaient eux aussi venus de Russie, apportant avec eux les armes qui avaient servi à l'attaque.

Aux casernes du 10^{me} régiment d'infanterie de ligne.

En attaquant les casernes „africaines“ où se trouvait le 10^{me} régiment, les bolchéviques s'étaient proposé un double objectif: d'abord, s'emparer par la force et contre toute résistance du dépôt d'armes; et ensuite. „fraterniser“ avec la troupe; par leur fable d'un coup d'état fasciste, ils espéraient déterminer les soldats à refuser de prendre part à la répression de l'émeute.

L'attaque contre les casernes fut organisée par A. Hendrikson, portier de la Légation soviétique. Avec l'aide de deux complices, il enrôla les hommes dont il avait besoin et se procura deux logements, près des casernes de Juhkental, pour leur servir de lieu de rassemblement; tous deux étaient situés rue Odra, près de la chaussée de Tartu, l'un au No. 3—2 chez le communiste Simonlatser qui autrefois déjà avait donné asile au communiste J. Kreuks, et l'autre en face au No. 4—8 chez un certain Promis.

La veille du coup de main vers 5 heures, Hendrikson et ses aides commencèrent à y rassembler leurs hommes, que l'on avait convoqués préalablement, en

divers lieux de rendez-vous, tels que le passage du chemin de fer à voie étroite au niveau de la chaussée de Tartu; Hendrikson manifesta un vif mécontentement en constatant le petit nombre de ceux qui avaient répondu à l'appel. On les fit manger, et on leur donna de l'eau de vie; puis Hendrikson leur fit savoir que les camarades venus de Russie avaient organisé pour cette nuit même un coup d'état, et qu'il fallait soutenir leur action; personne ne devrait quitter le logement, avant le signal du départ. Au cours de la nuit, deux individus vinrent contrôler les noms des personnes présentes.

Hendrikson avait déjà mis en dépôt des revolvers chez Simonlatser; on y apporta ensuite deux boîtes de grenades à main. La bande devait se partager en deux groupes: l'un avait pour mission de vaincre toute résistance qui lui serait opposée, et l'autre de „fraterniser“ avec les soldats.

Vers minuit, un courrier se présenta; il était envoyé par le groupe qui devait s'emparer des automobiles blindées; ce groupe avait reçu, entre autres armes, un pistolet Colt-Thomson, dont personne ne savait servir, ce qui obligea Hendrikson à détacher deux hommes de sa troupe.

À l'heure convenue, le signal du départ fut donné. La bande se mit en marche, divisée en deux groupes comme il a été dit plus haut; le groupe d'attaque marchait en tête; le groupe de „fraternisation“ suivait à quelque distance. Il y avait en tout vingt-sept personnes. En approchant des casernes, ils aperçurent des soldats en armes qui en sortaient. À cette vue, les communistes furent saisis d'une telle panique qu'ils en oublièrent leur consigne et prirent une fuite éperdue. Les soldats pensèrent que c'étaient simplement quelques curieux; ils apprirent plus tard seulement de quel genre de visiteurs il s'agissait.

La compagnie des Tanks et le bataillon de liaison.

Il importait au succès de l'émeute que les bolchéviques pussent s'emparer d'un tank au moins avec lequel ils eussent parcouru les rues de la ville. Ils

réussirent à attirer dans leurs rangs un sous-officier de la compagnie des tanks, Loorents; il rassembla, rue de Gilde No. 1, chez le communiste Soans, une vingtaine d'hommes, parmi lesquels se trouvaient plusieurs russes sachant conduire les chars d'assaut. Ils étaient armés de grenades et d'une mitrailleuse Colt-Thomson; ils devaient envahir le garage des tanks, s'emparer d'un char et mettre les autres hors de service. En même temps, un autre groupe, qui se réunit chez Plahward, rue de Dreewing No. 13, attaquerait la compagnie des tanks et le bataillon de liaison du 10^e régiment pour empêcher les soldats de se porter à la défense du garage.

Tout en allant aux casernes où ces troupes étaient logées, cinq émeutiers, dont l'un était vêtu en militaire, pénétrèrent dans les locaux de l'état-major du régiment. Après avoir désarmé la sentinelle, ils envahirent le bureau du chef de bataillon et tuèrent l'officier de service qui s'y trouvait. Ils coururent ensuite au Cercle des Officiers du 10^{me} régiment, sonnèrent à la porte et blessèrent l'homme qui vint la leur ouvrir; puis ils tuèrent trois officiers pendant leur sommeil; à savoir, les sous lieutenants Wiiburg, du 10^{me} régiment, H. Busch, des gardes-frontière, et Punnisson, du bataillon de liaison. Après avoir commis ces assassinats, les bolchéviques rejoignirent leurs camarades et arrivèrent à l'entrée des casernes de Mägi.

Une fois parvenu au garage, le traître Loorents, aidé par ses complices, désarma la sentinelle, et mit hors de service quelques tanks. Un char fut mis en marche, et Loorents y monta avec un de ses compagnons.

L'autre groupe d'attaque n'était pas encore arrivé aux casernes que la trahison de Loorents était déjà connue. Le sergent-major Kaptein tira plusieurs coups de feu pour alerter ses hommes, et les conduisit en files de tirailleurs vers le garage; une fusillade fut engagée avec les bolchéviques; puis Kaptein et ses hommes se jetèrent dans le garage d'où les insurgés s'enfuirent en abandonnant leurs armes.

Entre temps, Loorents, conduisant le tank dont il s'était emparé, était sorti dans la cour. Kaptein lui donna l'ordre de s'arrêter, mais pour toute réponse,

il essuya quelques coups de feu. Alors, avec le sous-officier Madison, il s'approcha du char, grâce à l'obscurité, et tua Loorents en tirant par une embrasure. Le compagnon de Loorents sortit du tank et prit la fuite; ainsi le tank fut repris, ce qui détruisait un des plus grands espoirs des bolchéviques.

Aux casernes de Mägi, le sergent-major Schaurup organisa la résistance contre les communistes. Les

cartouches faisaient défaut tout d'abord, et l'ordre fut donné de repousser l'attaque à la baïonnette. Les assaillants s'apprêtaient à entrer dans la caserne, quand le sous-officier Teern parvint à enfoncer la porte du dépôt à munitions où l'on put se ravitailler en cartouches. La fusillade ouverte sur les bolchéviques les fit reculer. Les soldats opérèrent alors une sortie et nettoyèrent complètement les abords de la place. Ils firent dans la cour trois prisonniers; l'un d'eux,

qui tentait de résister, fut abattu d'un coup de feu.

Un peu plus tard, les communistes attaquèrent la compagnie d'instruction de la division des tanks, rue de Gilde. Entendant la fusillade, le major Mahlapuu, ordonna à ses hommes de se tenir prêts, et en envoya deux dans la cour avec une mitrailleuse. Leur attitude courageuse fit immédiatement battre en retraite les bolchéviques.

Au champ d'aviation.

Le terrain de la division aérienne de Lasnamägi fut le seul établissement militaire que les communis-



Sous-officier Kaptein.

tes purent occuper avec le concours de quelques soldats de cette formation, traîtres à leur devoir. L'aérodrome se trouvant hors de la ville, les bolchéviques purent s'y maintenir plus longtemps qu'ailleurs, jusqu'au moment où arrivèrent les troupes gouvernementales.

Le groupe qui attaqua le champ d'aviation s'était réuni dans le logement de Teder, chaussée de Narwa



Uniformes d'officier esthonien fabriqués par les bolchéviques.

No. 61; il ne comprenait pas plus de 13 personnes, recrutées par K. Grünbach. Ce Grünbach, cordonnier de profession, était venu de Russie après son option pour la nationalité esthonienne; son logement, situé chaussée de Kadaka No. 8, servait de lieu de réunion aux conspirateurs; il était plus connu sous le surnom de Kitu. Le chef militaire de la bande était Willem Roobach, ancien observateur en avion de l'armée rouge; il avait opté, également pour l'Esthonie, et était employé de la ville de Tallinn, au service de l'Instruction publique; il s'abstenait de toute propagande ouverte en faveur du communisme, mais il participait à l'activité secrète du parti. Le chauffeur Kaat du régiment d'aviation devait servir de guide. Le groupe comprenait encore E. Pilt, beau-père de Grünbach, qui lui aussi avait opté

pour l'Esthonie en 1921, Uibo, courrier des services consulaires de la légation Russe, O. Tüürmann, courrier des services commerciaux et J. Kütt, portier de cette même légation, ainsi que plusieurs autres. W. Roobach portait l'uniforme de lieutenant de l'armée esthonienne.

Tous ces hommes burent, mangèrent et dormirent en attendant l'heure. Roobach se rendit à la conférence des chefs, et en rapporta une dizaine de re-

volvers et quelques grenades à main. Les ordres reçus étaient de couper toute ligne téléphonique, d'attaquer le II^e district de police et l'aérodrome, et de massacrer pendant leur sommeil toutes les personnes qui s'y trouvaient.

Le II^e district de police situé chaussée de Narwa fut attaqué en premier lieu, à coup de grenades et de revolvers. Il n'y avait personne à l'intérieur; les communistes purent donc s'emparer sans peine des fusils qui s'y trouvaient.

En arrivant auprès du monument de Russalka, les bolchéviques rencontrèrent deux gardes-frontière qui faisaient leur ronde; comme ils se montraient disposés à résister, Roobach tua l'un d'eux qui se nommait Kruusmann; l'autre fut désarmé. Un des bandits le menaçant de son revolver, lui demanda: „Crois-tu à la patrie? — Oui, j'y crois. — Ton sang va couler, la patrie n'existe plus.“ Mais ils se contentèrent de le faire prisonnier et de l'obliger à les suivre.

Après avoir dépassé Kadriorg, la bande continua sa marche en ordre de bataille, précédée et suivie par les éclaireurs. Tous les passants étaient arrêtés et fouillés. Elle parvint à l'aérodrome vers les six heures. Le chauffeur Kaat se porta seul en avant pour reconnaître les lieux et revint bientôt en disant que tout était tranquille. L'officier de service, Fleischer, fut désarmé et arrêté. Les communistes envahirent alors la caserne, et réveillèrent les soldats à coups de revolver; ils leur ordonnèrent de s'habiller et de s'aligner, et firent l'appel nominal. Ensuite, Ritu prononça un petit discours conçu en ces termes: „Le gouvernement est renversé; toute la ville est au pouvoir des bolchéviques; les tanks et les automobiles blindées vont bientôt arriver. Toute résistance serait vaine, d'autant plus que nous ne ferons de mal à personne. Ceux qui le désirent peuvent entrer immédiatement dans les rangs des bolchéviques; les autres seront autorisés bientôt à retourner chez eux“. Après quoi, il demanda qui voulait marcher avec les bolchéviques; personne ne répondit; la menace d'être mis en prison finit par décider quelques soldats. Ils élirent trois d'entre eux pour former un conseil, et de nouvelles sentinelles furent postées. On arrêta

plusieurs soldats ainsi que le lieutenant Rätsep qui était venu vers 8 h. prendre son service à l'aérodrome.

A 7 h. une motocyclette partit pour la ville afin de connaître la situation. Le communiste, chargé de cette mission, se rendit au siège du complot; ayant appris que la situation était très mauvaise, il se garda bien de revenir à l'aérodrome. Le conducteur fut arrêté sur le chemin du retour par les troupes gouvernementales.

Dès leur arrivée, les bolchéviques avaient détruit les appareils téléphoniques. L'absence de toute nouvelle inspira des inquiétudes à Roobach, qui donna l'ordre de mettre en marche les avions pour survoler la ville et voir ce qui s'y passait. Mais les pilotes lui répondirent qu'il y avait trop de brouillard pour voler; néanmoins les avions furent tenus prêts.

L'officier de service adjoint avait réussi à faire savoir à ses chefs „qu'il n'était plus maître de la place“. Des détachements furent envoyés à l'aérodrome où ils arrivèrent vers 7 h 30; mais, comme l'on savait que des mitrailleuses en défendaient l'accès, l'attaque fut différée jusqu'à l'arrivée d'une automobile blindée.

En voyant les soldats s'avancer vers eux, les communistes distribuèrent des cartouches à la garnison et l'envoyèrent à la rencontre des troupes. Mais les soldats, refusant d'obéir à cet ordre, tuèrent Grünbach, et n'opposèrent point de résistance à leurs camarades. Si le champ d'aviation n'avait pas été aussi isolé, il est évident que les bolchéviques n'auraient pu s'y maintenir aussi longtemps.

Au dernier moment, tandis que les autres insurgés s'enfuyaient dans toutes les directions, Roobach et Kaat contraignirent deux pilotes à les conduire en Russie. A 11 h. 35 les deux avions prirent leur vol; les troupes tirèrent sur eux, à la mitrailleuse, mais sans résultat.

Toutefois, l'avion de Roobach ne parvint pas au but. Au-dessus de la Narowa, le pilote Päew prétendit que le carburateur ne fonctionnait plus, et l'avion vint atterrir dans les buissons. Roobach, apprenant que la frontière russe n'était éloignée que de 4 verstes, se mit à courir, mais il fut blessé et fait prison-

nier par les gardes-frontière. L'avion de Kaat descendit de l'autre côté de la frontière près de Wolosowo. Quant à Kitu-Grünbach qui avait organisé le groupe d'attaque, il fut tué à l'aérodrome.

Le pont de Mustjõgi.

Les bolchéviques tentèrent de faire sauter le pont de chemin de fer de Mustjõgi, situé entre les stations d'Ægwiidu et de Must, pour qu'il fut impossible d'envoyer à Tallinn des trains blindés, en vue de réprimer l'émeute.

Un ouvrier du Dobroflot, J. Lintrop, qui connaissait parfaitement les environs de Mustjõgi, et qui logeait, moyennant paiement, des conspirateurs chez lui, rue Söörensi No 5—5, partit, le soir du 30 novembre, de Tallinn pour Ægwiidu, emmenant avec lui deux jeunes gens venus de Russie; ils firent à pied les cinq kilomètres qui séparent la station d'Ægwiidu du pont de Mustjõgi; et là, ils attendirent jusqu'au matin, abrités sous la voûte. Ils avaient apporté avec eux une caisse qui contenait des bombes, fabriquées avec des grenades militaires, munies de longues mèches. Vers 6 heures, l'un des jeunes gens prit deux de ces bombes et, montant sur le pont, les fixa aux rails; puis, s'étant éloigné, il tira les cordons détonateurs, et l'explosion se produisit. Les trois individus voulurent alors se rapprocher pour voir le résultat de leur travail; mais au même instant le garde-voie sortit de sa guérite, située à 500 mètres de là, et donna le signal d'alarme; les bandits prirent alors la fuite.

Une seule bombe avait explosé, enlevant à peu près douze centimètres de rail; quelques traverses avaient également souffert. À en juger par les apparences, un éclat de la première bombe avait coupé la mèche de l'autre qui n'explosa point; elle contenait trois livres d'explosif. Le pont put être réparé en quelques heures.

Le pont de Wasula.

Afin de couper les communications entre Tallinn et le sud de l'Ésthonie tant que durerait l'émeute, les communistes entreprirent de faire sauter le pont de

Wasula qui se trouve à dix kilomètres au nord de Tartu, entre Tartu et Kärkna; ce pont n'était point gardé, à la différence du pont de Jänese sur la Ema-jõgi, où ils ne se risquèrent point.

Le garde-voie de Kärkna, muni d'une lanterne, faisait sa tournée habituelle avant le passage du train de Tallinn et s'avancait vers le pont, lorsqu'il entendit une forte explosion; il rentra en toute hâte à la station de Kärkna pour y faire connaître l'attentat.

Le train put être arrêté à la gare de Woldi, ce qui prévint un horrible accident. Les dégâts subis par le pont n'étaient heureusement point graves. Une partie des bombes seulement avaient explosé; il est probable que les malfaiteurs, surpris par l'approche du garde-voie, n'avait pas eu tout le temps nécessaire pour bien disposer leurs engins. L'explosion eut lieu sous la pile nord du pont, qui fut très endommagée, et n'aurait pu supporter le poids d'un train. Toutefois elle fut réparée en assez peu de temps; et le service put reprendre vers le soir.

Les bolchéviques avaient coupé quelques poteaux télégraphiques aux abords du pont; mais les fils étaient intacts, à l'exception de deux; la communication ne fut donc point interrompue.

Préparatifs d'émeute en dehors de Tallinn.

La préparation du coup d'Etat s'étendit hors de Tallinn, mais avec un développement bien moindre. Les forces communistes étaient peu nombreuses en province; en outre, le parti avait appelé tous ses hommes de confiance à Tallinn qui devait être le point décisif du mouvement.

D'une façon générale, depuis l'arrestation des bandes de Heideman, les bolchéviques esthoniens étaient trop faibles pour entreprendre à eux seuls une tentative sérieuse dans le pays; ces troubles néanmoins présentaient une grande importance en raison de la proximité de la frontière russe. Des sapeurs venus de Russie prirent part aux attentats de Mustjõgi et de Wasula; des soldats rouges, qui avaient passé la frontière à Narwa, vinrent accroître les effectifs de l'émeute. Mais, malgré ces renforts, l'activité des

bolchéviques en dehors de Tallinn dut se limiter à la ligne de chemin de fer à voie étroite de Wiljandi à Pärnu.

C'est à Pärnu que la préparation de l'émeute fut poussée le plus loin. Des groupes de combat se réunirent dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre. Le mouvement devait être déclenché dès qu'on aurait reçu des nouvelles de Tallinn. En attendant, les camarades passèrent leur temps à se répartir les fonctions et dignités locales, et à dresser la liste des bourgeois qui seraient mis à mort.

Un charretier fut nommé président du „Tribunal révolutionnaire“ qui exterminerait la bourgeoisie. Douze cents noms, sur une population totale de douze mille habitants, furent portés sur la liste de proscription.

Les camarades finirent par se disputer au sujet de l'attribution des places officielles; mais un de leurs chefs les calma en leur rappelant qu'ils en parlaient en l'absence des vrais maîtres de la décision, les camarades actuellement en Russie, qui, dès leur retour, sauraient bien prendre les meilleures places.

A Wiljandi, un communiste sans profession connue arriva de Russie le 28 novembre, après avoir passé la frontière à Jamburg; il se logea, rue de Kirikumõisa No 31, chez Pöögelman, chef communiste qui se trouvait alors en Russie. Il se mit aussitôt en devoir d'instruire les camarades, qui se réunissaient à Männamägi et en divers autres endroits, sur la façon dont on peut s'emparer du pouvoir. Mais on se borna à la théorie, sans essayer de la mettre en pratique.

Enfin, le conspirateur Weimer avait été envoyé dans la bourgade de Kohila, à 30 kilomètres de Tallinn, pour y organiser des groupes d'attaque qui pourraient, les premiers, se porter au secours de leurs camarades de la capitale. Le 1^{er} décembre, ces bandes s'emparèrent de la gare de Kohila, et une poignée d'hommes prit le train pour Tallinn, mais apprenant en route l'échec de l'émeute, ils s'enfuirent au cours du trajet.

L'Aventure du Komintern.

L'Échec de l'Émeute.

Les attaques dirigées par les bolchéviques contre les bâtiments occupés par des administrations civiles réussirent complètement et sans difficulté; il n'en alla point de même pour les immeubles appartenant aux divers services de l'armée; partout les assaillants furent repoussés après une courte fusillade; la résistance improvisée des soldats de garde fut presque toujours suffisante. Il faut faire pour l'aérodrome de Lasnamägi une exception qu'expliquent son éloignement et la trahison du chauffeur Kaat.

Les attaques qui avaient pour objectifs les casernes du 10^e régiment de ligne et la prison correctionnelle échouèrent avant tout combat, la première parce que les soldats du 10^e régiment avaient été réveillés plus tôt que d'habitude, et la seconde faute d'armes suffisantes.

Aux yeux des communistes, les principaux points stratégiques étaient l'école militaire de Tondi, le garage des tanks, le Ministère de la Guerre, et la caserne de la Police Montée.

La prise de ces quatre points devait décider du sort de Tallinn; c'est pourquoi ils lancèrent contre eux leurs bandes les plus nombreuses, les plus résolues, les mieux armées. Mais leur assaut fut brisé presque immédiatement.

L'opération de Tondi échoua, au moment précis où Pesur et deux autres cadets descendirent, fusil au poing, l'escalier de l'école et rencontrèrent les communistes. Pesur fut frappé, mais les agresseurs durent reculer; et leur élan fut ainsi brisé. La fusillade se prolongea quelques instants dans la cour; mais bientôt, les révolutionnaires, pris de panique, disparurent, avant même que les aspirants, armés et formés en bataille, fussent arrivés sur le théâtre du combat.

Les bolchéviques attribuent à la trahison l'échec qu'ils subirent au dépôt des tanks. On peut dire au contraire et plus justement que c'est à la trahison seule qu'ils avaient dû un commencement de succès. C'est grâce au traître Loorents qu'ils purent atteindre

leur objectif. Mais l'énergie du sous-officier Kaptein et de ses compagnons rétablit la situation; et la mort de Loorents, tué à l'intérieur même du tank, fit avorter toute l'entreprise.

Au Ministère de la Guerre, la résistance du factionnaire Keng suffit à annuler tout le plan de l'attaque. Au lieu de céder aux individus qui le sommaient de les laisser entrer au nom de la révolution, il les accueillit à coups de baïonnette, et rentra au corps de garde. Cette résistance imprévue déconcerta les émeutiers, qui perdirent tout sang-froid. Au lieu d'attaquer immédiatement le poste de police, ils perdirent leur temps à échanger des coups de feu avec l'officier de service, jusqu'au moment où la compagnie de garde, alertée par Keng, vint les mettre en fuite.

À la caserne de la police montée, un petit fait, plus simple encore que les précédents, causa l'insuccès de la tentative; par la fenêtre à travers laquelle les bolchéviques avaient lancé leurs bouteilles d'essence, se montra soudain le canon d'un fusil, braqué sur la bande par un agent. La seule vue de cette arme, qui n'était pas chargée, mit en fuite les 50 hommes qui formaient le groupe d'attaque, et qui abandonnèrent la caserne, en lançant leurs grenades contre les murs ou sur les trottoirs sans aucun profit. La bombe très puissante qu'ils avaient jetée au cours de l'attaque n'explosa pas, non point parce qu'elle était tombée sur un lit, mais bien parce que l'individu qui la lança avait, dans sa nervosité, négligé de l'amorcer.

En ces quatre points, le manque d'enthousiasme et de courage des bolchéviques leur fut fatal. C'est qu'ils n'étaient point des révolutionnaires au sens propre du mot, mais les agents d'exécution d'une société secrète.

En donnant à ses hommes les dernières instructions, Anwelt les avait assurés que, dès qu'ils auraient tué la première personne qui ferait mine de résister, tous les autres s'enfuiraient sans plus attendre. Cette remarque psychologique s'appliqua entièrement aux émeutiers. Il n'était même pas besoin de tuer l'un d'entre eux; le moindre symptôme

de résistance suffisait pour abattre leur élan et les faire reculer en désordre.

Dans son compte rendu des événements (Lutte des Classes 1925, No 52) Anwelt exalte „l'ardeur révolutionnaire“ des insurgés. Apparemment, cette ardeur fut de qualité assez médiocre. Elle était suffisante quand il s'agissait de tuer des personnes endormies ou désarmées. Mais là où il fallait craindre une résistance, elle faisait place à la panique. Les arrestations qui suivirent le firent bien voir; les chefs eux-mêmes, comme Sommerling, Alliksoo et Kruglikow à Iru, Pälson, Kreuks et Hammer à la rue de Wilms, ne se résolurent à se défendre que lorsque toute fuite fut devenue impossible.

Le bilan.

Les bolchéviques laissèrent douze morts sur le terrain. On estime à 275 le nombre total des individus qui prirent part à l'émeute. Le pourcentage des tués semble donc assez faible, mais il faut se souvenir que partout les communistes ont abandonné la lutte dès qu'ils ont rencontré la moindre résistance.

Les pertes subies par les forces gouvernementales furent beaucoup plus élevées: cinq officiers, un employé militaire, quatre cadets, un officier et quatre agents de police furent tués, ainsi que le Ministre des Voies et Communications, K. Kark, l'inspecteur de l'école du Dôme Ed. Grünwald et son chauffeur Burmeister, et quatre autres civils. A l'exception du Colonel Rossländer qui tomba en se portant à l'attaque des insurgés, tous furent tués par surprise au cours des agressions bolchéviques. En outre, 25 militaires et 16 civils furent blessés.

Dès que les révolutionnaires furent chassés du Dôme, le Gouvernement de la République proclama l'état de siège, et confia au général J. Laidoner le commandement en chef des troupes qu'il conserva jusqu'au 8 janvier 1925. Une dizaine d'insurgés seulement purent être arrêtés séance tenante. Mais leurs témoignages firent apparaître tous les détails du complot. Et au bout de quelques semaines, le

nombre des individus arrêtés pour participation directe à l'émeute s'éleva jusqu'à 150.

Il faut insister sur ce point que seuls les aveux des bolchéviques rendirent possibles ces arrestations. Pour expliquer ce fait, les communistes esthoniens ont propagé en Russie les bruits les plus extraordinaires sur les supplices que les autorités du pays infligeaient aux inculpés pour leur arracher des témoignages. Mais, dans la réalité, il ne fut besoin d'aucune menace. L'effondrement de leur tentative leur avait dessillé les yeux et les avait remplis de haine contre les chefs qui les avaient entraînés dans cette aventure et qui ensuite, les abandonnant à leur mauvais sort, avaient disparu.

Les simples émeutiers n'étaient pas les seuls à exprimer leur rancune. Un personnage aussi important que E. Kāgu, ancien membre du Parlement, délégué secret de Russie à Tallinn, partageait leur ressentiment. Comme on lui demandait pourquoi „les frères aînés“, tels que Pöögelman, Palwadre et les autres n'étaient point venus de Russie, il répondit: „Ces messieurs ne viendront point se risquer ici dans un moment aussi périlleux; ils arriveront quand leurs places de commissaires seront prêtes“.

D'une façon générale, chaque inculpé, après avoir avoué sa faute, dénonçait le camarade qui l'avait enrôlé. Ils ignoraient l'adresse des lieux de réunion où des agents secrets les avaient emmenés dans les ténèbres. Mais, conduits sur place en automobile, ils reconnaissaient immédiatement les lieux et ils indiquaient la maison et l'appartement où la bande avait été rassemblée.

Les hommes de confiance d'Anwelt eux-mêmes ne se comportèrent pas autrement dès le début de l'interrogatoire. Maritow, courrier de la légation soviétique, arrêté à Tondi, fit connaître le logement de la Tõnismägi où s'était établi l'état-major général de l'émeute, et il donna le signalement des principaux chefs: Anwelt, Klein-Roobas, Käär, Pälson etc. Kāgu, blessé par une balle perdue, se présenta chez un médecin qui le fit arrêter; mais la déposition de Maritow fut la seule preuve irréfutable de sa participation au crime.

Le courrier d'Anwelt, Erich Wakmann, arrêté lui aussi à Tondi, dénonça son frère cadet, Richard, ainsi que Post et Oja, locataires de l'appartement occupé par l'Etat-Major, Marie Rikko, de la légation russe qui avait transporté des armes, et plusieurs autres encore. Rudolf Weimer qui s'était emparé de la station de Kohila, et qui avait qualifié le coup d'Etat d'aventure comme Lillakas, fit connaître plusieurs lieux de réunion et donna les noms de toute une série d'agents communistes, actifs ou secrets.

Quelques faits peuvent mettre en lumière avec quelle facilité les aveux furent obtenus au cours de l'instruction. Les hommes qui composaient la bande qui attaqua le Dôme donnèrent tous les détails désirables dès qu'on leur eut dit qu'ils étaient assis sur des bâches dans le logement où ils s'étaient rassemblés.

Tamberg, membre du groupe qui devait attaquer la prison, niait avec persistance toute participation à l'émeute, mais quand on lui montra une grenade, il dit soudain: „Oui, elles étaient posées là sur la table“.

Les femmes qui avaient servi d'agents de liaison furent en général plus réservées, et plus insolentes aussi, que les hommes; ce qui d'ailleurs arrive presque toujours en pareil cas. L'attitude d'Annete Hallmann, qui appartenait à la bande qui devait se porter contre la prison, fut des plus caractéristiques. Elle avait déclaré, au début de l'interrogatoire, qu'elle ignorait les motifs de son arrestation, et que, sans doute, c'était devenu une mode générale que d'arrêter tous les représentants des travailleurs. Mais, un autre inculpé ayant fait des aveux en sa présence, elle pâlit, perdit contenance, et d'une voix éteinte confessa tout.

Plus heureux que leurs hommes, les chefs du mouvement purent se cacher aussitôt après leur échec; et comme les simples émeutiers ne les connaissaient pas, ils ne purent être arrêtés que par hasard, comme par exemple, Kågu qui voulut faire soigner sa blessure, Roobach qui tenta de s'échapper en avion, Lillakas et Käär, pendant leur fuite à Aegwiidu, Sommerling, Allikso et Kruglikow aux environs de Iru, et enfin G. Kreuks, Pålson et Hammer, qui s'étaient réfugiés dans une maison amie, rue de Wilms.

Les Emeutiers.

Sur les cent quarante inculpés, il y avait quarante-deux ouvriers du port, dont trente-trois au service des organisations russes du Dobroflot ou du Tsentrosojus. Les autres appartenait à presque tous les métiers; on trouvait parmi eux des bolchéviques professionnels, des employés de la légation soviétique, des ouvriers à la journée, des commissionnaires et des employés de toute catégorie, qui formaient un ensemble assez confus. Chose digne de remarque, les ouvriers d'usine, que les bolchéviques représentent comme leur plus puissant soutien, n'étaient pas plus de huit à avoir pris part à l'émeute.

Au point de vue de l'âge, la plupart avaient entre 21 et 25 ans. Trente-cinq ouvriers du port avaient de 16 à 22 ans.

On peut les classer en outre en trois catégories: simples combattants, chefs locaux et agents conspiratifs (dont la plupart venaient de Russie).

Les simples combattants avaient passé par plusieurs épreuves et faisaient partie de diverses associations bolchéviques: associations professionnelles, (notamment syndicats des ouvriers du Transport et des Constructions); associations politiques, telles que le parti du front commun, ou le parti des travailleurs; associations dites sportives enfin comme „Walwaja“ (le Gardien), „Spartakus“, „Wõitleja“ (le Combattant), „Tööliste maja“ (maison des travailleurs) etc.

Dès le printemps, ils avaient subi un entraînement spécial et systématique en vue de l'émeute, mais „l'esprit révolutionnaire“ leur faisait complètement défaut; ils n'avaient aucune notion du communisme, ni du régime établi en Russie.

Les plus âgés se souvenaient de 1917 et jugeaient le bolchévisme d'après cette époque. Les jeunes, dépourvus de tout bon sens, s'étaient laissé séduire par la réputation des chefs communistes; on leur avait persuadé que les secours venus de Russie rendraient l'entreprise sans danger, et qu'une fois le résultat obtenu, ils seraient des personnages importants du nouveau régime. D'autres, comme les camarades de Richard Wakman, déclarèrent qu'ils étaient

entrés dans les rangs des bolchéviques pour se procurer des émotions fortes. D'une façon générale, ils allèrent à l'émeute, sans souci, comme à une chose qui sans doute, de prime abord, paraît stupide, mais où, en réalité, l'on ne risque rien. Mais les plus âgés sentirent leur courage s'évanouir, quand les armes furent apportées dans les lieux de rassemblement. Le langage violent des communistes leur avait paru une manière originale d'opposition: ils eurent beaucoup moins de goût pour elle quand il fallut la traduire en actes.

À la première résistance qu'ils rencontrèrent, ils jugèrent tous, quel que fut leur âge, que la lutte était sans espoir. Les uns virent alors que l'émeute comportait certains risques; les autres n'eurent pas besoin de faire cette réflexion; il leur suffit de voir que les commissaires, qui, au départ, les escortaient revolver au poing, ne les surveillaient plus; et ils en profitèrent pour filer à toutes jambes.

Les bolchéviques avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour recruter des partisans dans l'armée; mais, en dépit de leurs efforts, quatre militaires seulement prirent part au complot. Plusieurs avaient promis d'organiser des cellules dans leur régiment; mais cette promesse ne fut pas tenue. A. Weimer déclara qu'il avait essayé souvent d'entrer en rapport avec des militaires; mais ceux qu'ils avait vus un jour ne revenaient jamais une seconde fois.

Les chefs locaux, en fort petit nombre, différaient peu de leurs inférieurs; ils avaient fait seulement dans le parti un plus long stage, au cours duquel ils avaient appris par coeur un grand nombre de „cris de guerre“ bolchéviques.

Parmi les ouvriers du port appartenant à cette catégorie, il faut citer les frères Karl et Hans Wiks du „Dobroflot“; ils faisaient partie du groupe qui devait attaquer la prison et ils avaient participé autrefois à la révolution d'octobre, en qualité de matelots russes. Le logement de Hans Wiks servit de lieu de réunion aux membres du complot venus de Russie.

Un autre „chef local“ était cheminot; c'était la signaleur J. Wakker, de la bande qui attaqua la gare

Baltique; il était âgé de 44 ans; en 1920, il avait été expulsé en Russie pour propagande bolchévique; mais depuis, sur sa demande et comme il déclarait regretter sa faute, il avait été autorisé à rentrer en Esthonie.

Dans le groupe qui devait attaquer la prison, figuraient deux membres du conseil municipal de Tallinn, un marin: R. Prass, ouvrier du Dobroflot, et une femme: Annette Hallmann.

On observa plusieurs fois le cas d'une famille entièrement convertie au communisme. Presque toujours, un membre de cette famille était commissaire en Russie, comme chez les Wakman, les Soans, les Roobach, les Grünbach, les Pilt etc. L'employé de banque Kopti, chez qui se rassembla le groupe qui attaqua la caserne de la Police montée, avait deux beaux-frères qui étaient commissaires en Russie.



R. Tikkar.

L'ardeur des bolchéviques professionnels envoyés de Russie était plus ou moins grande. Les soldats rouges étaient furieux de n'avoir point en Esthonie le même pouvoir que leurs camarades en Russie. Cette fureur s'exprimait par de véhémentes imprécations contre l'Esthonie; mais elle ne produisait aucun effet sur le peuple. De telles manifestations de rage contribuent plutôt à écarter les masses des bolchéviques de métier et elles condamnent ceux-ci à l'insuccès.

Lorsqu'Anwelt reprocha aux cheminots de se croiser les bras pendant que leurs camarades combattaient, ils lui répondirent que les commissaires pouvaient bien se donner un peu de mal pour gagner leurs bonnes places.

La communauté de sentiment qui caractérise tout mouvement révolutionnaire puissant n'existait pas entre les bolchéviques et le peuple ni même entre les chefs et les simples combattants de l'émeute. Autrefois déjà, V. Kingissep s'était plaint de ne pas être secondé par les membres du parti, qui réclamaient un salaire immédiat avant de consentir à rendre le moindre service. Weimer déclara que son titre d'organisateur l'avait fait suspecter partout; il devait payer tous les agents qu'il employait; et de tels hommes ne lui inspiraient aucune confiance, parce qu'ils exagèrent toujours l'importance de leur travail, et pour se faire valoir, donnent à leurs chefs de faux renseignements. L'agent J. Walk, du groupe qui opéra à Tondi, avait assuré qu'un détachement militaire se tiendrait prêt à répondre au premier appel; mais les soldats qui devaient le composer prirent part avec leurs camarades à la répression de l'émeute. De son côté, le même Walk reprocha aux chefs du complot d'employer l'argent du parti à leurs dépenses personnelles, tandis que les véritables „organiseurs“ ne touchaient que des gratifications ridicules. Les simples „militants“ déclarèrent devant le tribunal que leurs chefs étaient préoccupés exclusivement des avantages personnels que leur procurerait la réussite de l'émeute, mais ne se souciaient aucunement de l'amélioration du sort des ouvriers.

La lutte des classes (No 53) cite, comme les plus importants des chefs bolchéviques esthoniens tombés après le 1^{er} décembre, A. Sommerling qu'elle nomme le Trotski esthonien, G. Kreuks, Pälson et Klein-Roobas. Ce dernier ne fut point tué pendant l'émeute; il avait pris froid et il mourut des suites de cette maladie. Tous ces individus avaient reçu leur „éducation“ politique dans les écoles de parti des Soviets; et ils travaillaient en Esthonie de leur métier de révolutionnaires professionnels à la solde du Komintern.

L'affaire Waimel-Poljakow.

Un renom tout particulier s'attache à la personne du pseudo-médecin bolchévique, Waimel-Poljakow, qui fut traduit devant le Conseil de guerre, pour avoir pris part à l'émeute et recueilli chez lui des révolutionnaires; car il fut le prétexte d'une violente campagne de protestation, menée en Russie soviétique contre l'Esthonie. S'appuyant sur de fausses informations, les journaux bolchéviques prétendirent que Waimel avait été tué dans l'exercice de ses fonctions médicales. Plusieurs médecins soviétiques élevèrent une protestation à ce sujet: notamment les membres de l'association des chirurgiens de Pétersbourg dite „Pirogow“, Tschistowitsch, recteur de la faculté de médecine de Pétersbourg, le professeur Wladimiroff, directeur de l'institut de médecine expérimentale, Lukaschewitsch, délégué de la Croix-Rouge soviétique (cf. les Isveztia de Moscou 12 XII 24) les académiciens Beljarmine et Pawlow (Isveztia — 13 et 14 XII 24) etc.



Un émeutier en uniforme de soldat esthonien.

Toutes les associations médicales existant en Esthonie (et comprenant donc, outre des médecins de nationalité esthonienne, des allemands, des russes et

des juifs) répondirent à ces protestations par une lettre collective qui établissait que tous les blessés du 1^{er} décembre avaient reçu les secours médicaux, que les autorités esthoniennes n'avaient aucunement interdit de secourir les communistes, et que personne n'avait été inquiété pour leur avoir donné des soins; la même lettre démontrait en outre que le pseudo-docteur Poljakow se nommait en réalité Albert Waimel et n'avait jamais été médecin, et que ledit Waimel n'avait pas été tué au cours du combat, mais fusillé, en exécution d'un jugement rendu par le Conseil de Guerre, et pour avoir pris une part active à l'émeute du 1^{er} décembre; cette réponse se terminait ainsi: „nous pensons que les associations de médecins qui ont signé ces protestations ont été induites en erreur par de faux renseignements“.

L'organe le plus important du parti communiste russe, la Prawda, publia également une protestation adressée par le comité directeur des avocats de Moscou aux avocats du monde entier. On y parlait naturellement de Poljakow, et aussi d'enfants de treize ans condamnés par le tribunal militaire et de la „bacchannale de terreur blanche“ qui sévissait en Esthonie, au mépris de toute loi.

La société des juristes-esthoniens de Tallinn, composée des magistrats et des avocats de la ville, réfuta immédiatement ces accusations, en établissant que Waimel avait été inculpé de participation effective au coup d'état, et que, conformément à la loi, les personnes âgées de moins de dix-sept ans n'avaient pas comparu devant les tribunaux militaires; il n'y avait donc en fait aucune illégalité. Les juristes ajoutaient qu'ils étaient vraiment surpris d'entendre les représentants du barreau soviétique blâmer et flétrir les actes des tribunaux esthoniens, alors que, sous le régime des soviets, il n'y a même pas une corporation indépendante d'avocats, comme il en existe dans tous les pays où la justice est garantie par la constitution. Cette réponse parut dans les journaux de Tallinn, le 29 Janvier 1925.

Ce Waimel-Poljakow, pour la défense duquel les Soviets avaient mobilisé leurs juristes et leurs médecins les meilleurs, était un vulgaire escroc. Il n'avait jamais été docteur en médecine, comme il fut prouvé

au cours d'un procès qui passa par toutes les instances; d'abord devant le Tribunal de paix de Tallinn le 7 novembre 1922, puis en appel devant la chambre de justice de Haapsalu le 7 avril 1923, enfin en cassation le 27 juin 1924. Toutes les décisions furent défavorables à Waimel, Il fut condamné à deux ans de prison, pour avoir usurpé un titre auquel il n'avait aucun droit et pour avoir fait usage de documents falsifiés, auprès des autorités publiques; il subit intégralement sa peine.

À l'aide de fausses pièces, Waimel avait été admis à opter pour l'Esthonie. En ce temps-là, il se disait le fils d'un ancien gouverneur général de la Finlande, et le petits-fils de l'hetman des cosaques d'Orenbourg. À l'entendre, il avait servi dans les rangs de ces cosaques, puis s'était engagé dans les troupes de Koltchak et les bolchéviques l'avaient condamné à mort. Dès qu'il fut citoyen esthonien, il sollicita le poste de médecin du chemin de fer à Narwa, il n'obtint pas cette place et fut nommé à Haapsalu d'abord, puis à Walk. Une affaire d'extorsion de fonds l'amena peu après devant le tribunal, où ses escroqueries furent découvertes.

Pour établir son identité, Waimel avait invoqué le témoignage d'un certain R. Rupsi, propriétaire à Tartu, chez qui, prétendait-il, il avait habité au cours de ses études. Waimel possédait au bureau de postes de Tallinn une boîte au nom du Dr. Loran, où l'on trouva une lettre de Rupsi. Il répondait à la question de Waimel, en le considérant réellement comme l'ancien étudiant Poljakow. Devant le tribunal, Rupsi déclara qu'en effet il avait connu autrefois un étudiant du nom de Poljakow, mais qu'il ne pouvait dire s'il s'agissait bien de la même personne. Waimel pria Rupsi de consulter son livre de maison où il avait écrit quelques mots étant encore étudiant; on trouva bien ces lignes, mais elles étaient datées de 1920 et non de 1912, comme le prétendait Waimel; de plus, elles n'étaient pas de son écriture.

D'autre part, l'inculpé avait présenté des certificats, signés des professeurs Dehio et Zoege de Mantuffel, de Tartu, et attestant que le Dr. Poljakow était bien titulaire d'un diplôme de médecin de cette faculté. Cités devant le tribunal, les deux professeurs

déclarèrent qu'ils ne connaissaient point personnellement Poljakow et que c'était l'inculpé lui-même qui avait inscrit son nom sur les certificats en cause.

Le professeur Manteuffel posa ensuite quelques questions professionnelles à l'inculpé, afin de reconnaître s'il se trouvait réellement en présence d'un de ses anciens élèves. Pour toute réponse, Waimel fondit en larmes; il donna ensuite quelques explications qui permirent au professeur de conclure que la médecine était totalement étrangère à Waimel.

On constata ensuite à l'Université de Tartu que la photographie de N. L. Poljakow avait disparu du dossier de cet étudiant. Il est vraisemblable que l'inculpé l'avait volée en 1920, au cours d'un voyage qu'il fit alors à Tartu. Les indications portées sur ces documents contredisaient par ailleurs les déclarations de Waimel; il avait rédigé lui-même sa feuille de service.

Ses parents, que l'on fit venir de la commune de Kurista, district de Wiljandi, le reconnurent pour leur fils, Albert Waimel, fils de Hans. Ils firent connaître qu'ils avaient déjà entendu dire que leur fils s'était emparé des papiers d'un certain Poljakow, mort à la guerre, et qu'il se faisait passer pour „docteur“. Pour ne pas être reconnu de ses parents, Waimel avait teint en noir sa barbe et ses cheveux roux; mais ce stratagème fut inutile.

Déjà, à l'époque de ce premier procès, on avait soupçonné que l'on avait affaire à un conspirateur politique; il avait semblé suspect que Waimel eût sollicité un poste dans le voisinage de la frontière russe. A sa sortie de prison, il se mit à fréquenter la Maison des travailleurs bolchéviques de Tallinn, bien que ceux-ci l'eussent autrefois condamné à mort; il tenait des propos violents contre l'Esthonie, et se disait l'agent médical de la légation soviétique.

Dans les derniers jours de novembre, Waimel chercha à embaucher des infirmières pour un nouvel hôpital qui devait s'ouvrir à Nõmme, le 1^{er} décembre; si quelque refus lui était opposé, il répondait que le pansement des plaies n'exigeait aucune connaissance spéciale. Waimel fut arrêté dès qu'il fut établi qu'il avait pris une part active à l'émeute et qu'il avait reçu chez lui des bolchéviques. Plusieurs témoins

certifièrent que Waimel avait dit lui-même être communiste, qu'il avait reçu plusieurs fois sous un faux nom des sommes allant de quinze à vingt mille marks, et qu'il collaborait depuis longtemps déjà aux préparatifs de la révolution.

Waimel finit par avouer devant le Conseil de guerre qu'il connaissait personnellement Trotski qui l'avait fait sortir de prison à Ekaterinenbourg, et qu'il avait opté pour l'Ésthonie sous le nom de Poljakow, afin de pouvoir y exercer la médecine. Au lendemain de l'émeute, il s'était rendu à la Légation russe, afin de pouvoir retourner en Russie; et il y avait rencontré plusieurs individus nouvellement arrivés qui parlaient de la démission du Chef de l'Etat et des ministres.

Waimel fut jugé coupable d'espionnage et de participation à l'émeute, et il fut condamné à mort le 7 décembre.

Les Relations avec la Russie.

Le caractère du coup d'état et les déclarations faites par ses auteurs démontrent amplement que l'on s'était trouvé en présence, non pas d'un mouvement populaire, spontané, irrésistible, comme le sont d'habitude les révolutions, mais bien d'un „putsch“ préparé par une poignée de conspirateurs, et exécuté par des agents à leur solde.

Les journaux bolchéviques reconnurent que la tentative avait été organisée à Petersbourg, par la section esthonienne du Komintern; les chefs de l'émeute venaient de cette ville, d'où l'on avait également envoyé la plupart des armes. Anwelt, dans la Lutte des Classes (No 52) prétend que les chefs de groupes d'attaque étaient des experts en matière de guerre civile, et que seule l'armée rouge permettait d'acquérir cette qualité. Dans la poche d'un rebelle, tué à Tondi, on trouva un exemplaire de l'ouvrage du général rouge Werhowski, intitulé „Cours de tactique générale“; ce livre était ouvert à la page où l'on traite du combat d'agression. Le plan des opérations avait été élaboré par H. Tummeltau, de l'état-major rouge, et le chef d'un régiment rouge, A. Lillakas, fut envoyé à Tallinn pour en diriger l'exécution.

On avait promis aux communistes de Tallinn qu'ils seraient bientôt renforcés par des troupes venues „du dehors“ et qu'il leur suffirait de tenir pendant un jour et une nuit. Un de leurs chefs leur avait dit avant l'émeute: „La Russie arrivera bientôt; elle n'a besoin pour cela que de franchir la frontière; tout alors lui sera soumis, et nous redeviendrons heureux“.

Il est difficile d'établir le nombre exact des hommes qui vinrent de Russie pour participer au coup d'état. La plupart échappèrent au châtement, de même que certains chefs du complot; car les simples militants communistes ne les connaissaient pas et ne purent donc les dénoncer.

On estime qu'ils étaient environ quarante, ou peut-être même cinquante. Dix d'entre eux furent arrêtés: ce furent A. Lillakas, chef d'un régiment rouge, Käär, officier rouge et auditeur de l'université bolchévique, J. Lemming, chef du détachement rouge de Pskov (56^{ème} division, 167^e régiment) Ed. Ling, élève d'une école de parti, Ed. Kägu, Ed. Rauk, Ed. Sander, J. Estrang, N. Odintsow, J. Môtus, soldats rouges.

Leurs témoignages sont concordants. Ils furent mobilisés par ordre du parti, et mis à la disposition de la section esthonienne du Komintern; le secrétaire de cette section était également secrétaire du bureau pour les étrangers au Commissariat des Affaires Etrangères; c'était le frère aîné de deux des émeutiers: R. Wakman; il donna de l'argent et des armes aux individus désignés pour le coup de main, et les fit passer en Esthonie avec l'aide de la police de la frontière russe. Wakman avait fait signer à Käär divers reçus, pour le contraindre au silence en ce qui concernait la mission des envoyés, et l'activité des organisateurs du complot.

Cette même section esthonienne avait plusieurs années auparavant donné l'ordre d'opter pour l'Esthonie, à Roobach, Grünbach et Pilt, qui firent partie de la bande qui attaqua le champ d'aviation. Cette option était interdite en principe par le parti; et elle ne pouvait avoir lieu qu'avec la permission expresse de la section esthonienne.

Un grand nombre d'émeutiers appartenait aux services de la légation soviétique russe de Tallinn. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés: ce furent notamment le courrier Maritow (à Tondi), le garçon de bureau O. Tüürmann et le portier Kütt (à l'aérodrome) le portier Hendrikson (au 10^e régiment) et la dactylographe Marie Rikko.

Deux autres portiers Uibo et Undo, qui avaient aussi pris part à l'émeute et qui furent dénoncés par leurs camarades, purent s'enfuir à temps.

Le groupe le plus nombreux des inculpés était formé par les trente-trois ouvriers du Dobroflot et du Zentrosojus; à leur tête, se trouvaient les deux gardiens, Polikarp Purikov et Aleksei Kochuchsevitsch, citoyens des soviets, et anciens matelots du torpilleur rouge „Avtroil“.

Le nombre total des ouvriers de ces deux organisations ne dépassait pas 200; il ne faut pas s'étonner de trouver parmi eux un pourcentage d'émeutiers beaucoup plus élevé que partout ailleurs; les hommes qui étaient engagés au service de ces entreprises russes n'y étaient admis que sur la recommandation d'au moins deux communistes: c'est pourquoi les journaux de Petersbourg, au temps du procès des 149, invoquaient déjà contre Tallinn la menace du „port rouge“.

De toutes les entreprises industrielles et commerciales de Tallinn, le Dobroflot fut la seule à chômer le matin du 1^{er} décembre. Les ouvriers s'étaient bien rendus à leurs chantiers, mais au lieu de se mettre au travail, ils se promenèrent, sans rien faire, entre l'élévateur et les dépôts, attendant, sans doute, des nouvelles de la ville; le travail ne commença pas avant dix heures.

Fables révolutionnaires.

Les premières nouvelles reçues de Tallinn eurent pour effet de plonger dans l'embarras les journaux soviétiques.

Quelque temps auparavant, l'Edasi, organe de la section esthonienne du Komintern, afin de tromper l'attention du gouvernement esthonien, avait publié une note, convoquant une assemblée qui devait se

réunir le 2 décembre à l'école internationale de l'armée rouge, située dans l'île de Vassili, et devant laquelle Anvelt en personne devait rendre compte du mouvement communiste en Esthonie. L'assemblée eut lieu le 2 décembre, mais sans la présence d'Anvelt. On communiqua à l'assistance les quelques nouvelles que l'on avait déjà reçues touchant l'émeute; en les publiant, la „Pravda“ de Leningrad y ajouta cette réflexion: „Les Esthoniens gardent un silence prudent“.

Malgré cela, les bolchéviques esthoniens, dans leur frayeur, firent des révélations qui ne leur valurent sans doute pas les compliments de leurs chefs.

La section esthonienne fit paraître dans l'Edasi du 3 décembre un communiqué où elle déclarait que l'émeute de Tallinn n'avait aucun rapport direct avec le récent procès des communistes en cette ville.

Le même journal laissa échapper le 15 décembre une autre réflexion indiscreète, en disant que „l'insurrection de Tallinn était bien préparée“.

Pendant ce temps, toute la presse bolchévique donnait, des événements de Tallinn, une version mensongère, que la propagande répandit immédiatement.

L'organe principal du parti communiste russe, la „Pravda“ de Moscou, dans son éditorial du 3 décembre, intitulé „Une émeute provoquée“, affirmait que l'émeute de Tallinn avait été volontairement provoquée par le gouvernement esthonien lui-même, qui avait ordonné à cet effet les terribles sentences portées contre les communistes: „Sans aucun doute, disait cet article, le tribunal de Tallinn avait reçu des ordres supérieurs, lui prescrivant d'être impitoyable, afin de provoquer une émeute et de contraindre les communistes à engager un combat légitime, au moment choisi par un ennemi plein de colère, qui était assuré de vaincre“.

A l'appui de cette affirmation, la „Pravda“ du 7 décembre invoqua l'opinion exprimée par la „Vossische Zeitung“, un des rares journaux bourgeois qui sympathisent avec les soviets et qui, pour ce motif, sont autorisés en Russie. Ce journal allemand écrivait le 2 décembre: „L'émeute est le résultat direct du grand procès dirigé contre les organi-

sations communistes esthoniennes qui se termina mercredi dernier et qui souleva les travailleurs du pays... Par la sentence terrible qui fut rendue, on voulait abattre le parti communiste esthonien. Au début du procès déjà, on avait tenté de libérer les inculpés; et on répandit alors le bruit qu'un coup d'état était en préparation. Le but premier de l'émeute d'hier était certainement la libération des condamnés“.

Les „Isvezitia“, organe officiel du gouvernement soviétique, collaborèrent à ces efforts pour effacer toute trace de la responsabilité russe; J. Steklov écrivait dans ce journal, le 4 décembre: „Il est très clair que l'émeute éclata d'une manière soudaine et spontanée. On peut même dire que les milieux gouvernementaux esthoniens en sont, jusqu'à un certain point, responsables... Evidemment, il y aura des gens qui continueront à répéter le vieux refrain, souvent entendu, de la „propagande moscovite“... Mais on ne peut mettre en doute que le seul coupable soit le gouvernement esthonien, par sa politique de répression impitoyable contre le prolétariat. La condamnation des 149 communistes, qui précéda immédiatement l'émeute, donne une claire explication des faits“.

Enfin la lettre de Zinovieff, écrite au nom du Comité Exécutif du Komintern, vint couronner cette série d'efforts, entrepris pour travestir la vérité. „Les défis provocants lancés aux ouvriers esthoniens les incitèrent à se soulever. Les travailleurs se battirent comme des lions. Presque sans armes, ils s'emparèrent de la plupart des institutions gouvernementales. Livrés à eux-mêmes, sans aide aucune d'autre part, ils attaquèrent la réaction bourgeoise, ivre du sang des travailleurs; car ils ne pouvaient plus supporter de nouvelles souffrances“ (Cf. les journaux de Pétersbourg du 11 décembre).

Les journaux soviétiques enrichirent cette légende de l'héroïsme des émeutiers, de toutes sortes de détails qui étaient bien propres à exciter l'enthousiasme, mais qui ne répondaient nullement à la réalité.

Les Isvezitia du 11 Décembre célébrèrent avec emphase la manière dont „le jeune et courageux

Sommerling dépava les rues de Tallinn pour élever des barricades“. Le malheur est que les habitants de Tallinn n'ont jamais pu voir de leurs yeux une seule de ces barricades.

Quand ce même Sommerling fut arrêté à Iru avec ses compagnons, l'Edasi du 7 décembre et, à sa suite, les autres journaux russes représentèrent cet événement banal comme un fait d'armes héroïque, et prétendirent à cette occasion „qu'une émeute de paysans s'étant produite dans un village voisin de Tallinn, elle fut réprimée par des troupes envoyées de la capitale qui mirent le feu à plusieurs chaumières“.

De pareilles légendes furent propagées à travers l'Europe par les bolchéviques; pour paraître plus sincères, ils y ajoutèrent encore des inventions de leur goût. C'est ainsi que dans une réunion de communistes berlinois, à Friedrichshain, on vit paraître un soi-disant „camarade esthonien“ qui se présenta comme un insurgé, échappé de Tallinn au dernier moment et qui raconta à sa manière le soulèvement „spontané“ du prolétariat, suivant les instructions du Komintern. Le correspondant d'un journal esthonien qui se trouvait là par hasard exprima au président de la réunion son désir de lier connaissance avec le camarade esthonien, mais on lui répondit qu'il venait de partir à l'instant. Néanmoins, quelques instants après, il put l'apercevoir au milieu d'un groupe et s'empressa de venir lui parler. Mais, ô surprise! le „camarade de Tallinn“ ne comprenait pas l'esthonien, et il s'échappa aussitôt pour mettre fin à cette rencontre désagréable (Waba maa, du 23 décembre).

Les méthodes du Komintern sont remarquables, et il est dépourvu de toute espèce de vergogne. En voici un exemple frappant: „Le soldat rouge“ (No 61 1924) a publié une photographie représentant Zinovieff, président du Komintern, au milieu des masses communistes. En réalité, cette photographie a été prise lors de la VIII^e Fête du chant qui eut lieu à Tallinn en 1923 et, par un habile truquage, on a combiné avec elle un portrait de Zinovieff. Après de telles falsifications, on ne peut plus être surpris des fables mises en circulation pour expliquer l'échec d'un putsch.

Les chefs de l'émeute entreprennent d'expliquer leur échec.

Tandis que de telles légendes étaient forgées à l'usage des masses, les milieux dirigeants bolchéviques se préoccupaient de connaître les causes véritables de l'échec; les bolchéviques esthoniens établis en Russie adressaient les reproches les plus amers aux chefs de l'émeute qui furent obligés de se justifier publiquement. Cette tâche fut entreprise tout d'abord par H. Tummeltau (Lutte des classes No 48) puis par O. Räästas (No 49) et enfin par Anwelt lui-même (No 52).

Tous trois s'efforcèrent d'attribuer leur échec à des causes purement militaires. Anwelt écrivait à ce propos les lignes suivantes: „L'insuccès du 1^{er} décembre ne peut être attribué ni à l'inaction de la classe ouvrière, ni à l'inexpérience des militaires... Les membres actifs et responsables de notre parti n'étaient point des chimériques; ils n'ont jamais pensé que les ouvriers descendraient dans la rue en réclamant des armes dès les premiers coups de feu, tandis que les soldats viendraient les rejoindre, drapeaux rouges déployés et musique en tête. Les choses ne se passent pas et ne peuvent pas se passer ainsi. „Et il continuait, sur un ton bien différent des fables imaginées par le Komintern: „Le mouvement spontané des masses ne s'était pas encore produit en Esthonie. Cependant la manifestation du 3 août avait montré que la plupart des ouvriers étaient prêts à descendre dans la rue à l'appel du parti. Le paysan moyen, le petit bourgeois, le plus grand nombre des employés demeuraient dans l'indifférence; quant à la bourgeoisie, elle était tout occupée à ses disputes intérieures. Mais il faut avouer que l'organisation militaire, absolument insuffisante, constituait notre point le plus faible. Quel était notre plan d'insurrection? Nous savions bien que si nous rencontrions une résistance immédiate et énergique, nous n'aurions pas le dessus; car les forces qu'un adversaire bien préparé conduit au combat ont fatalement la prépondérance. Mais il y a deux manières de s'emparer du pouvoir par la force. On peut commencer par une grève générale qui attirera les

ouvriers dans les rues; mais on peut aussi porter à la force armée de l'ennemi un coup imprévu et fatal, et, en même temps, appeler les masses à la révolution. Le premier moyen a certainement des avantages: un soulèvement en masse démoralise l'adversaire, et amène les réserves à pied d'oeuvre. Mais il faut se rappeler combien il est difficile d'organiser de telles manifestations qui, par ailleurs, ont le grave défaut de mettre en garde l'adversaire... Il vaut mieux l'attaquer de front et le paralyser, emporter d'assaut les points stratégiques du gouvernement et conserver le bénéfice de l'offensive“.

„Lorsque nous sommes partis au combat avec deux-cent cinquante ou trois-cents hommes, nous n'étions pas assez naïfs pour croire que ces forces suffiraient à vaincre définitivement la République Esthonienne, ni même à s'emparer de Tallinn. Nous formions simplement une troupe d'éclaireurs qui devait ouvrir la voie à la poussée des masses. Nous savions bien que nous étions condamnés à un échec certain si nous étions incapables de tenir pendant cinq ou six heures, avec nos propres moyens joints à ceux que devaient nous donner les prisons. Si la victoire nous a échappé, c'est par l'inexpérience qui nous a fait commettre de grandes fautes. Les camarades qui conduisirent à l'assaut les divers groupes connaissaient à fond la guerre civile de campagne; mais ils ignoraient tout du combat de rues. On peut en dire autant de l'état-major central qui commit de très grandes fautes dans l'élaboration et dans l'exécution du programme d'ensemble de l'attaque.

„Voici quelles furent nos principales erreurs:

„1) à la base de l'opération, était la prise soudaine et rapide du centre militaire adverse. Cela n'était pas impossible. Nous échouâmes parce que l'attaque, insuffisamment préparée, fut mal conduite. Par exemple, la grenade et la bombe qui furent lancées eurent pour seul effet d'éveiller la compagnie de garde, alors qu'il eût fallu attaquer directement le poste de police.

„2) L'attaque de la division des automobiles blindées et la prise des tanks devaient nécessairement entrer dans notre programme. Elle ne réussit qu'en partie; la faute en est aux deux militaires qui

devaient y participer: le soldat Klemmer et le sous-officier Madison, qui nous ont trahis. Un autre traître fut le sergent-major Schaurup, du bataillon de liaison, qui, après être venu dans nos rangs, les quitta pour alerter ses hommes et les conduire contre nous.

„3) Nous n'avons pas ouvert les portes des prisons, ce qui était tout à fait important et qui eût doublé nos forces... Le groupe qui en était chargé n'avait point de chef et n'accomplit pas sa mission.

„4) Nous avons dispersé nos forces, en voulant emporter à la fois tous les objectifs, même les moins importants.

„5) Nous n'avions pas pensé que l'adversaire fut en état de contre-attaquer immédiatement.

„Pourquoi avons-nous commis d'aussi graves fautes? Le parti sait assez bien organiser, réunir et mener contre l'ennemi un certain nombre de groupes d'attaque. Mais l'expérience nécessaire nous faisait défaut pour entreprendre une opération aussi difficile que la conquête, à main armée, des ministères et des casernes. Nous avons eu tort de diviser nos forces et de les réduire à la défensive jusqu'à l'arrivée des réserves.

„Le moment choisi par nous permettait d'espérer la victoire: nous avons bien conçu le caractère général du coup de main; nous n'avons pas pu l'exécuter parfaitement.

„La situation d'alors nous avait mis devant le dilemme suivant: engager le combat ou perdre la confiance du peuple. En s'abstenant d'agir en 1923, le parti communiste allemand a-t-il sauvé son influence? Les chances de vaincre n'étaient pas moindres chez nous qu'en Allemagne; elles étaient même plus considérables“.

Polémiques autour des cadavres.

Depuis longtemps déjà, de graves désaccords s'étaient produits entre les chefs bolchéviques esthoniens. L'échec de l'émeute eut pour effet naturel de les accroître. Les membres de la section esthonienne du parti communiste russe blâmèrent dans leur organe, l'Edasi, les auteurs de l'opération qui relevaient de la section esthonienne du Komintern.

Comme les camarades se connaissaient bien entre eux, la critique prit aussitôt un ton assez âpre. et révéla bien des points qui, sans elle, seraient sans doute restés dans l'ombre.

Après que les explications d'Anwelt et de ses compagnons eurent été publiées, l'Edasi (No 69 1925) déclara: „Nous connaissons maintenant la vraie raison de l'échec de l'émeute. Anwelt en accuse l'ignorance de l'état-major et l'inexpérience des hommes; mais il oublie la cause majeure“. L'Edasi poursuivait en relevant des contradictions entre les textes précités. On avait dit „qu'une majorité écrasante d'ouvriers était pour les bolchéviques“. Et l'Edasi d'observer avec ironie: „nous voudrions bien connaître le nombre de cette majorité écrasante. Malheureusement le camarade Anwelt néglige de nous renseigner à ce sujet; toutefois son article permet de supposer qu'il n'y a pas beaucoup d'ouvriers d'usine en Esthonie“. Suivant Anwelt, le gouvernement esthonien n'avait pu envoyer contre les communistes plus de 150 à 200 hommes, soit des forces inférieures d'un tiers aux leurs. „Eh quoi! disait l'Edasi avec une feinte innocence, nous lisons partout que les groupes d'attaque ne cédèrent le terrain qu'après une résistance courageuse contre un ennemi plus fort; et nous apprenons aujourd'hui que cet ennemi était inférieur en nombre“. Anwelt ayant déclaré que de forts contingents de l'armée et de la police étaient pour lui, le même journal lui demandait: „Pourquoi alors n'ont-ils pas marché avec vous?“ et il ajoutait „on ne parle que de la classe ouvrière; c'était en effet la seule qui fut quelque peu préparée à l'émeute; mais les événements du 1^{er} décembre ont montré combien faible était cette préparation“.

En donnant à l'échec des causes purement militaires, les chefs de l'émeute ont oublié un principe qu'ils devraient pourtant connaître et „qui prescrit de supposer les circonstances les plus défavorables à l'exécution du plan, si l'on veut réussir. Sinon, la moindre grenade qui manque à exploser donne la prépondérance à l'ennemi; mais de telles prévisions n'ont point été faites“ (Edasi No 54).

„Les chefs ont mis longtemps à s'apercevoir de l'insuffisance des armes et de leur inexpérience en

matière de combats de rues. Une chose est sûre, c'est qu'ils n'ont pas eu une idée exacte des forces révolutionnaires. Les masses, dépourvues de tout enthousiasme, ignoraient le rôle qu'elles devaient jouer le 1^{er} décembre... Nous sommes malheureusement obligés de dire que les ouvriers esthoniens se sont contentés d'observer les événements et de se croiser les bras“.

De telles réflexions sont intéressantes parce qu'elles viennent des bolchéviques eux-mêmes qu'on ne peut suspecter de parti-pris.

D'autres articles de l'Edasi font voir clairement quel but se proposait la théorie révolutionnaire mise en pratique à Tallinn. J. Palwadre, chef de l'ancienne division rouge esthonienne, énumère dans ce journal les conditions nécessaires au succès d'une émeute, telles qu'elles furent définies par Lénine. „Pour réussir, le mouvement doit s'appuyer, non sur un comité de conspirateurs, mais sur l'avant-garde de classe; il est nécessaire que le peuple ait atteint un certain niveau révolutionnaire. Le moment d'agir est venu quand l'activité populaire est intense, quand le trouble s'est introduit dans les rangs de l'adversaire, et quand les circonstances transforment en alliés fidèles les amis encore incertains et tremblants de la révolution. Ces trois conditions marquent les différences qui séparent le marxisme du blanquisme“. Selon Palwadre, „l'émeute de Tallinn était aux 99⁰/₁₀ blanquiste. Les masses n'y devaient jouer aucun rôle; toute l'initiative, comme dans la doctrine de Blanc, appartenait aux sociétés secrètes. Les ouvriers ne connaissaient rien des intentions des conspirateurs, qui se fiaient seulement à des groupes organisés dans l'ombre et bien armés. Le camarade Anwelt semble n'avoir pas de sympathie pour les ouvriers; il ne croit ni à leur force ni à leur esprit révolutionnaire“. Palvadre ajoutait: „Le moment était mal choisi; le peuple n'était pas prêt à la lutte révolutionnaire active. Si le coup a échoué, ce n'est pas par la faute d'une bombe qui n'a pas explosé. Le mécontentement ne s'est pas encore traduit en mouvement actif; l'ouvrier peut lire assidûment les feuilles de propagande sans être prêt pour cela à sacrifier sa vie à la cause révolutionnaire;

une manifestation dans les rues n'est pas encore la révolution... etc".

Il cherche ensuite dans l'histoire des faits prouvant qu'on ne peut vaincre en s'appuyant seulement sur les sociétés secrètes. „Ce fut déjà la raison de l'échec de Blanc en 1839, de Bakounine et des décembristes en 1825. Le 1^{er} décembre s'inscrit dans la même série.. Anwelt prétend que les chances de succès étaient aussi élevées chez nous qu'en Allemagne, sinon même plus considérables. Mais, en Allemagne, alors que le comité central s'était prononcé contre toute initiative, les ouvriers descendirent d'eux-mêmes dans la rue“. „En Esthonie au contraire, dit H. Pöögelman, le nombre des combattants était insuffisant. La masse des ouvriers ne prit point part à la lutte, et les militaires ne vinrent point se joindre aux communistes“.

A de telles critiques, succédèrent les plus violentes invectives dont voici quelques exemples: „Il ne faut spéculer ni sur les cadavres, ni sur la souffrance des ouvriers“, „Le travailleur connaît son importance, et on ne peut plus maintenant le conduire par le bout du nez au gré de son désir“ (Edasi No 38), „Sachez que, par votre inexpérience et par votre orgueil, vous finirez par détruire chez les ouvriers tout désir de combattre avec vous“ (Edasi No 54).

L'impression en Europe.

Les événements de Tallinn eurent un grand retentissement en Europe, et dans tout le monde civilisé; l'impression qu'ils suscitèrent fut unanime; tous s'accordèrent à y voir une nouvelle agression du Komintern, contre qui tout l'Occident doit se défendre.

Le Times écrivait dans son éditorial du 4 décembre: „L'Esthonie vit sur les bords de la Baltique, à la lumière de l'Ouest; mais sa voisine immédiate est la Russie, sombre et menaçante; car les hommes qui la gouvernent montrent le poing au monde entier. Le peuple esthonien mérite toute notre sympathie en ce moment d'épreuve. Son courage et sa fermeté l'ont préservé d'un grand péril. Le petit pays qu'il habite est aux frontières de l'Internationale

communiste, qui menace d'autres libertés et d'autres prospérités que les siennes. La propagande révolutionnaire, dirigée par Petersbourg et par Moscou, aspire à devenir mondiale; l'émeute de Tallinn est à cet égard un avertissement significatif; elle éclaire l'évolution récente de la politique des soviets. Moscou a donné un brusque coup de barre à gauche; et le gouvernement des Soviets montre plus clairement que jamais ses sympathies pour la 3^e Internationale. Cet avertissement ne sera pas perdu en Angleterre“.

L'Observer, journal conservateur, écrivait le 7 décembre: „La tentative communiste de Tallinn a éveillé l'attention; pareille au combat de David et de Goliath, elle nous a montré un petit peuple défendant les principes démocratiques contre le gouvernement de la terreur communiste. En excitant une animosité artificielle contre les Etats Baltiques, la Russie soviétique prépare un terrain favorable à ses projets; elle désire en effet s'emparer du pouvoir dans ces pays qui paralysent sa volonté de révolutionner l'Europe de l'Ouest, et qui barrent la route à la révolution mondiale“.

Le „Manchester Guardian“, organe libéral, s'exprimait ainsi dans son éditorial du 2 décembre: „L'Esthonie est une nation de paysans; ses désirs ont été satisfaits par une réforme agraire étendue. Les bolchéviques n'ont de force que dans les villes; ils n'ont aucune influence sur les soldats venus des campagnes. Ils espéraient que les communistes de Russie leur seraient venus en aide, s'ils avaient pu se maintenir à Tallinn pendant un ou deux jours. Leur agression soudaine et leur entière défaite au cours d'une même matinée sont deux preuves qu'ils ne s'appuyaient pas sur un mouvement des masses qui seul aurait pu leur donner certaines chances de succès“.

Le „New Statesman“, socialiste, écrivait le 6 décembre: „Il est certain que les Russes sont compromis dans cette affaire. Les dirigeants du bolchévisme en sont responsables, non seulement par leur propagande mais encore par leur participation directe à l'émeute. Ils n'ont abouti à rien, sinon à une inutile effusion de sang“.

Les événements de Tallinn firent une impression particulièrement vive à Paris, où l'on attendait alors l'arrivée du premier ambassadeur soviétique.

On lisait dans le „Temps“ du 3 décembre:

„...l'on reconnaît dans leur manière de procéder les méthodes des bolchévistes. C'est bien la répétition, avec des moyens très limités et sur un terrain moins bien préparé, du coup de force par lequel Lénine et ses partisans s'emparèrent en 1917 du pouvoir à Petrograd. On n'ignore pas qu'en Russie, des cours de guerre civile ont été institués; qu'on y enseigne la tactique révolutionnaire comme une science, qu'on y prépare des propagandistes qui, tels des apôtres d'une religion de violence, se répandent ensuite dans le monde entier...

Il y a là un péril d'ordre général qu'il importe de conjurer...

Puisque les révolutionnaires agissent internationalement, c'est internationalement qu'il faudra s'organiser pour les combattre“.

M. Auguste Gauvain, rédacteur en chef du „Journal des Débats“, écrivait le même jour:

Les bolchévistes viennent de nous montrer comment ils passent de la propagande aux actes. Heureusement le gouvernement esthonien ne s'est pas laissé intimider. La moindre hésitation aurait pu le perdre.

Le coup de Reval se relie à d'autres opérations. Le gouvernement yougo-slave a saisi des documents desquels il résulte qu'un mouvement révolutionnaire était préparé dans tout le royaume pour la fin de janvier. Il y a même lieu de croire qu'ils se proposaient aussi de „chambarder“ la Bulgarie, afin d'établir une confédération balkanique soviétique. Une confédération soviétique des Balkans, alliée à l'U. R. S. S. de Moscou, rendrait la vie intolérable à l'Europe.

En réalité, c'est le monde entier qui est menacé par les bolchévistes. M. Krassine arrive à Paris la bouche en coeur, les lèvres chargées de miel. Montrons-lui par notre accueil que nous savons qui il est, et ce qu'il représente“.

En Allemagne où l'on montrait d'habitude assez peu de sympathie pour les Etats Baltiques, les évé-

nements de Tallinn produisirent un tel changement d'opinion que K. Radek dut avertir ses chefs du Komintern que l'amitié germano-russe, née à Rapallo, tendait à se refroidir.

La „Deutsche Allgemeine Zeitung“ s'exprimait ainsi: „La révolution en Esthonie eût été un grand pas vers la révolution mondiale. C'est le sort même de l'Europe qui eût alors été mis en question. Si l'armée rouge franchissait un jour le rempart formé par les Etats Baltiques, le territoire de l'Allemagne servirait de champ de bataille à une terrible guerre. L'Allemagne ne possède pas de grande armée, et les communistes feront tout pour rendre la résistance impossible. Depuis 1921, l'Europe s'est laissée endormir, et elle se berce du rêve que le parti communiste russe a renoncé à son plan de révolution mondiale. L'émeute de Tallinn doit réveiller l'Europe et la faire sortir de son rêve. Il ne faut pas que le sang répandu à Tallinn ait coulé en vain“.

Bruno Erdman écrivait dans la „Kreuz-Zeitung“: „Avec une énergie admirable, le gouvernement de la jeune république esthonienne a dispersé l'émeute, suscitée dans sa capitale. On a l'impression qu'un petit groupe de fanatiques s'est heurté dans l'ombre à un mur infranchissable, avec le seul désir de faire un peu de bruit et de tenter sa chance. Une telle façon d'agir donne à supposer que l'ordre de s'insurger est venu du dehors; ceux qui l'ont donné ne connaissaient pas la situation, ou bien alors ils étaient prêts à faire couler le sang pour produire de l'effet. Ils ont bien atteint un but: l'attention de l'Europe se tourne de nouveau vers l'Est“.

La „Baltische Presse“ du 3 décembre résuma l'opinion polonaise: „Le plus grand intérêt de la Pologne est que l'Esthonie demeure indépendante. L'Esthonie, tout comme les autres Etats Baltiques, ne doit être menacée ni par la Russie Rouge ni par la Russie Blanche. Il faut d'un accord unanime combattre tous contre l'ennemi commun.“

Le sentiment des milieux socialistes fut exprimé avec beaucoup d'exactitude par le „Suomen Socialidemocratti“ du 4 décembre qui porta sur les événements de Tallinn un jugement très bien motivé: „Il est établi maintenant que le centre de la tentative

était en Russie. C'est de là que sont venus l'argent, les armes et un grand nombre d'émeutiers. Rappelons-nous par quel coup de théâtre les Soviets s'emparèrent de la Géorgie. On vient d'essayer la même méthode en Esthonie. Si l'on considère combien est proche la frontière russe, on comprend parfaitement la sévérité des sentences rendues contre les communistes, lors du dernier procès. Nous ne voulons pas que notre pays devienne une colonie russe; nous ne voulons pas non plus que notre classe ouvrière tombe au niveau moral et économique où la Russie se trouve maintenant abaissée sous le joug sans frein de ses commissaires“.

Conclusion.

Un observateur inattentif ne verra dans la tentative d'émeute de Tallinn qu'un événement de l'ordre intérieur esthonien. Mais en réalité, elle traduit une nouvelle méthode de guerre jusqu'à présent peu connue. De tels faits toutefois ont déjà leurs précédents et leur théorie.

Le général rouge Batorsky, membre de la société russe pour les sciences militaires, chef de l'école supérieure de guerre, a déclaré dans un de ses derniers discours, que, si une émeute éclatait dans un état limitrophe, l'armée rouge n'attendrait pas pour intervenir l'échange des notes diplomatiques, mais qu'elle se mettrait en marche immédiatement. En donnant à ses guerres le caractère de guerres civiles, la Russie soviétique doit faire usage d'une tactique nouvelle.

Ses chefs militaires doivent être également versés dans la guerre et dans la politique. Autrefois l'activité militaire sur le territoire occupé par l'ennemi devait se borner à l'espionnage. La guerre civile a mis en valeur des méthodes nouvelles et efficaces. L'une est le „banditisme“ ou l'action terroriste de partisans, l'autre la propagande. L'armée rouge doit s'efforcer d'introduire le „banditisme“ dans les rangs de l'ennemi, pour le désarmer et le frapper dans le dos.

Le „banditisme“ fut pratiqué dans une certaine mesure en Bessarabie et dans les régions de l'Est

Polonais. L'émeute de Tallinn fut elle aussi une tentative de ce genre, mais sur une échelle beaucoup plus vaste.

Les milieux informés de l'Esthonie s'attendaient bien à une tentative bolchévique, mais ils ne pensaient pas qu'elle prit la forme aventureuse d'un „putsch“ comme il arriva le 1^{er} décembre. On craignait plutôt une attaque dirigée contre les dépôts d'armes, ce qui eût permis de distribuer des fusils aux ouvriers et de les conduire dans la rue. C'est pourquoi l'on n'avait pris aucune mesure de protection en vue d'attaques dirigées contre les casernes et les administrations de l'Etat.

L'opinion publique n'était pas du tout préparée à ces événements. Lasse d'une guerre de six années, elle ne désirait plus qu'une seule chose: la paix; et, voyant le petit nombre des bolchéviques, elle considérait leurs menaces comme un bluff. C'était à un moindre degré le même état d'esprit que dans la Russie de 1917, où les gens, fatigués de la guerre, refusèrent de croire au péril bolchévique, jusqu'au jour où la menace se fut réalisée. Cette lassitude de la guerre, cette volonté d'avoir la paix à n'importe quel prix sont les éléments qui favorisent le plus les entreprises communistes dans l'Europe contemporaine.

Les bolchéviques esthoniens n'était pas des aventuriers. Ce n'est pas leur propre inspiration qui les a engagés à tenter un coup de main. Le chef de l'émeute, Anvelt, a toujours été l'homme de confiance de Moscou pour l'Esthonie.

A la différence de la II^e Internationale, le Komintern n'est pas une confédération de partis indépendants. Depuis 1922, le Komintern est une association de conspirateurs, rigoureusement centralisée. Son comité exécutif („Ikki“) exerce un pouvoir dictatorial sur toutes les sections, c'est-à-dire sur tous les partis qui ont accepté sa direction. Ces partis n'élisent pas eux-mêmes leurs représentants à l'Ikki; ils sont nommés directement par le Komintern. Les chefs des partis communistes étrangers doivent être agréés par Moscou. Il est donc certain que le 1^{er} décembre, la section esthonienne agissait en vertu d'ordres directs du Komintern.

La situation des bolchéviques, devenant chaque jour plus difficile en Russie, les obligeait alors à abandonner successivement tous les principes du marxisme. La nécessité d'accomplir la révolution mondiale n'en est devenue que plus urgente; pour parvenir à cette fin, le Komintern exerce une violente pression sur les communistes étrangers pour qu'ils „bolchévisent“ leurs partis (c'est-à-dire pour qu'ils donnent à leurs partis le caractère de sociétés secrètes). L'échec du traité anglo-russe, survenu à la même époque, avait tendu les rapports entre la Russie et les Etats occidentaux. Le Komintern, accusé par Trotski d'avoir fait échouer, faute d'énergie, les révolutions bulgare et allemande, voulut tenter un nouveau coup pour rétablir sa réputation compromise.

Après l'échec d'Anvelt, ses camarades purent librement lui reprocher de s'être conduit, non pas en léniniste, mais en blanquiste. S'il avait réussi, on en eût parlé tout autrement. D'ailleurs, si l'on compare la tentative du 1^{er} décembre aux autres entreprises bolchéviques, à commencer par la révolution d'octobre, on peut s'apercevoir qu'elles ne diffèrent pas beaucoup entre elles.

Trotski, dans son ouvrage intitulé „1917“, arrive à cette conclusion que les bolchéviques ne pensent pas obtenir la victoire par un soulèvement spontané et unanime; il invoque les principes de Lénine qui considérait l'émeute comme un des beaux arts, et il rappelle que c'est par un „putsch“ que les bolchéviques s'emparèrent du pouvoir à Petersbourg, lors de la révolution d'octobre.

„L'art de l'émeute, écrivait Lénine, nous prescrit la pratique suivante: organiser sans perdre un instant l'état-major des groupes d'attaque, répartir les forces, envoyer les détachements les plus sûrs contre les points les plus importants, faire prisonniers l'état-major de l'Armée et les membres du gouvernement, lancer contre les élèves des écoles militaires et la division du Caucase des troupes qui aimeront mieux se faire tuer sur place que de laisser l'ennemi pénétrer dans le centre de la ville, mobiliser et armer les ouvriers, les appeler à combattre jusqu'à la mort, occuper par surprise les bureaux de télégraphe et de téléphone, et situer notre état-major

auprès de la station centrale téléphonique pour relier ainsi tous les points où la lutte est engagée“.

Dans ces prescriptions de Lénine, on peut reconnaître tout le programme qui fut appliqué le 1^{er} décembre.

Mais, d'autre part, Lénine avait défini trois conditions nécessaires au succès d'une émeute: elle doit, pour réussir, s'appuyer sur l'avant-garde de la classe ouvrière et sur l'ardeur révolutionnaire du peuple et se produire au moment favorable que Lénine nomme „le point historique de rupture révolutionnaire“. Mais de telles conditions ne peuvent être créées de toutes pièces. La vie des peuples connaît des alternatives d'exaltation et de dépression; l'impatience du bolchévique lui fait voir, partout et toujours, une situation révolutionnaire.

Les règles de l'art avaient été assez bien observées le 1^{er} décembre, quoique de grandes fautes eussent été commises. L'erreur capitale des bolchéviques fut d'imaginer que l'armée esthonienne ressemblait à l'armée russe. Une troupe russe privée de ses officiers ne forme plus qu'un troupeau. Le niveau moral de la troupe esthonienne est beaucoup plus élevé; aussi, la situation devait-elle être tout autre. À l'heure où se produisirent les attaques, les officiers étaient absents des casernes; la résistance fut organisée par des sous-officiers pleins d'initiative et soutenue par le dévouement des soldats. Presque partout, l'agresseur fut repoussé avant l'arrivée des officiers.

Quant à l'ardeur révolutionnaire, elle fit totalement défaut le 1^{er} décembre. Les masses s'étaient tenues à l'écart du mouvement; les émeutiers eux-mêmes ne témoignaient d'aucun enthousiasme. Peu nombreux, sans contact avec le peuple, ils étaient incapables d'entraîner la foule à leur suite. De grands efforts furent faits hors d'Esthonie pour instaurer la révolution dans le pays; mais cette tentative artificielle se brisa devant la première résistance. Les conseils venus de l'étranger ne pénétrèrent jamais profondément dans l'âme du peuple.

En dépit de tous les efforts, l'événement justifia ce principe établi par l'histoire: on ne „fait“ pas les révolutions; elles doivent naître d'elles-mêmes.

Table des matières.

Introduction	3
Le bolchévisme en Esthonie	5—23
Les bolchéviques esthoniens en Russie	8
Le bolchévisme et le mouvement syndical	11
La propagande	14
La terreur	20
Le coup de main du 1-er décembre	24—65
La préparation	24
Le choix du moment	28
Le plan	30
Les chefs.	36
Au Dôme	39
Au bureau des postes et télégraphe	41
A la gare Baltique	42
A la station principale de la voie étroite	46
A la Prison correctionnelle.	47
La Compagnie de Police montée	48
Au Ministère de la Guerre.	50
A l'Ecole Militaire de Tondi	51
Aux casernes du 10-me régiment d'infanterie de ligne	56
La compagnie des Tanks et le bataillon de liaison	57
Au champ d'aviation	59
Le pont de Mustjõgi	63
Le pont de Wasula	63
Préparatifs d'émeute en dehors de Tallinn	64
L'aventure du Komintern	66—97
L'échec de l'émeute	66
Le bilan	68
Les émeutiers	71
L'affaire Waimel-Poljakow	75
Les relations avec la Russie	79
Fables révolutionnaires	81
Les chefs de l'émeute entreprennent d'expliquer leur échec	85
Polémiques autour des cadavres	87
L'impression en Europe.	90
Conclusion	94